

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA COUR IMPÉRIALE DE HAMBOURG

(1811 - 1814)

Etude sur l'Organisation judiciaire
pendant la Domination française en Allemagne
sous Napoléon 1^{er}

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 2 Juin 1908, à 2 h. 1/2

PAR

Eugène RIBES

Attaché au Parquet de la Seine

Président : M. ESMEIN, professeur
Suffragants { *MM. LEFEBVRE, professeur*
 { *CHÉNON, professeur*

PARIS V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LA COUR IMPÉRIALE DE HAMBOURG

(1811 - 1814)

Etude sur l'Organisation judiciaire
pendant la Domination française en Allemagne
sous Napoléon I^{er}

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Mardi 2 Juin 1908, à 2 h. 1/2

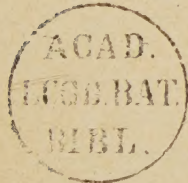
PAR

Eugène RIBES

Attaché au Parquet de la Seine

Président : M. ESMEIN, professeur

Suffragants { MM. LEFEBVRE, professeur
CHÉNON, professeur



PARIS V^e

V. GIARD & E. BRIÈRE

LIBRAIRES-ÉDITEURS

16, RUE SOUFFLOT ET 12, RUE TOULLIER

1908

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

La Cour Impériale de Hambourg

(1811-1814)

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE

L'OCCUPATION FRANÇAISE A HAMBOURG ET L'ORGANISATION GÉNÉRALE DES VILLES HANSÉATIQUES

Le 19 novembre 1806, les troupes du maréchal Mortier occupaient Hambourg.

La Gazette nationale ou *Moniteur universel*, journal quasi officiel de l'Empire, en date du lundi 1^{er} décembre 1806, donne de cet événement la relation suivante (p. 1447).

« Allemagne, Hambourg, le 21 novembre.

« Avant-hier, son Excellence, le maréchal Mortier, à la tête de son avant-garde, est entré dans notre ville, en a pris possession au nom de S. M. l'Empereur et Roi. Cette prise de possession s'est fait dans le plus grand ordre. Les trou-

pes ont observé la plus exacte discipline. Les soldats sont logés chez l'habitant et s'y conduisent très bien. Tous les postes militaires sont occupés par les Français.

« Le Sénat a adressé aux habitants une proclamation dans laquelle il les exhorte à l'ordre et à la plus grande tranquillité, il les engage à ne faire aucun rassemblement et les prévient que des patrouilles ont ordre de dissiper ceux qui auraient lieu. »

Suivent des dispositions prises de concert entre le Sénat et le colonel Bazancourt, commandant de la place pour S. M. l'Empereur Napoléon et relatives au mode d'allocation des subsistances aux soldats Français.

« Une dernière proclamation du Conseil des Notables, qui a pris la place du Sénat, fait connaître que le maréchal Mortier a notifié que Sa Majesté Impériale, par représailles contre l'Angleterre, avait jugé nécessaire d'ordonner que les scellés fussent mis sur toutes les marchandises anglaises existant dans la ville et le territoire de Hambourg; etc. »

Ces dernières dispositions montrent à l'évidence quel était le but de l'occupation de Hambourg. Le blocus continental (1) une fois admis comme le moyen infail-
lible de mener à composition l'Angleterre, son in-
sable ennemie, Napoléon devait prendre toutes les me-
sures nécessaires pour le rendre opérant. Or des

1. Rappelons que cette mesure est l'œuvre du fameux décret daté de Berlin le 21 novembre 1806, complété ensuite par le décret de Milan du 17 décembre 1807.

missions d'agents secrets avaient signalé à maintes reprises la fraude intense qui se commettait à Hambourg, véritable foyer de contrebande. Il n'était donc que trop manifeste que, malgré les moyens rigoureux adoptés dans les villes hanséatiques et jusqu'en Hollande, l'introduction des marchandises prohibées se fit en grand, au mépris de tous les tarifs.

Le commerce anglais changeait simplement de direction sur les points surveillés.

A cet état de choses générateur d'un régime de saisies, de confiscations, de destructions de marchandises, d'une ère de vexations irritantes, il fallait un terme obligatoire. Dans la pensée de l'Empereur, ce ne pouvait être pour Hambourg et son territoire, qu'une mesure énergique qui enrayerait ces abus intolérables. Là comme ailleurs on organise une surveillance militaire effective, sinon efficace.

Mais, ce principe admis, de l'imposition à chaque pays du continent de sa politique économique, au besoin par l'intervention armée, « Napoléon était conduit à l'étendre, et à le fortifier presque sans limite, au moyen d'annexions territoriales qui seules assuraient à sa pensée une exécution réelle » (1).

Et les conséquences de cette situation forcée ne se font point attendre : logique, on va jusqu'aux extrêmes. Ce

1. Jérôme Napoléon : *Mémoires et Correspondances du Roi Jérôme et de la Reine Catherine*, t. III, p. 432. Paris 1861-1865. 6 vol. in-8.

sont pour ne citer que quelques étapes de l'application du blocus : la réunion du Brabant septentrional et de la Zélande, le Hanovre donné à Jérôme mais occupé par Davout qui va occuper aussi les villes hanséatiques. La surveillance militaire étendue jusqu'à l'embouchure de l'Elbe devient de plus en plus étroite pour les régions qui y sont soumises ; elle a un de ses aboutissants normaux dans le décret suivi de sénatus-consulte en date du 13 décembre 1810 qui, réunissant le territoire de Hambourg à l'empire français, convertit en trois départements : *l'Ems-Supérieur*, *les Bouches-du-Weser* *les Bouches-de-l'Elbe*, le duché d'Oldenbourg, les territoires de Salm et d'Aremberg, une portion du Hanovre, les territoires de Brême, Hambourg et Lubeck.

L'occupation de novembre 1806, ne semblait pourtant à certains égards qu'une opération tactique sans grande portée ; il fallait alors résister aux Anglais qui avaient barré l'embouchure de l'Elbe. La paix de Tilsitt, quelques mois après, en juillet 1807, rendait en effet à république à elle-même (1). Mais ce répit fut de courte durée et la préoccupation économique, l'idée du respect du blocus l'emportant sur toutes les autres, en dehors de toute conception militaire ou diplomatique mène l'empereur à l'incorporation de Hambourg et de ses dépendances à l'empire français.

Ce serait une erreur de croire qu'en s'emparant des

1. Jousset : *L'Allemagne contemporaine*, p.8.

villes hanséatiques et en les annexant à l'empire, Napoléon fut guidé par d'autres vues que celles que nous venons d'expliquer.

Si dans certains cas il avait pressenti le rôle que pourraient jouer dans l'avenir ses futures conquêtes, si dans Anvers par exemple il avait montré selon sa pittoresque expression « un pistolet braqué au cœur de l'Angleterre », la prise de Hambourg ne répondait qu'à une fin : l'anéantissement d'un énorme débouché pour les marchandises anglaises.

Cela et rien de plus.

Hambourg, au début du ^{xix}e siècle n'était qu'une ville de 60.000 habitants (1) et rien ne faisait prévoir la fortune exceptionnelle, le développement inouï qui lui étaient réservés. Son commerce était, à tout prendre de médiocre importance et son port assez peu fréquenté. Si, pour en compléter la physionomie, nous cherchons des traits dans l'étude d'un éminent publiciste M. Paul de Rousiers (2), nous voyons que la possession de la ville et de ses dépendances, où tous les éléments de la richesse publique demandent encore à être mis en valeur, n'est guère faite pour tenter la cupidité du maître d'un grand empire. Ce n'est qu'une mince conquête.

« Hambourg, dit en effet M. P. de Rousiers, n'était pas alors une ville vraiment allemande, c'était une ville

1. 800.000 environ actuellement.

2. *Hambourg et l'Allemagne contemporaine*, cf. *Introd.* p. XIII.

hanséatique, liguée avec quelques autres cités maritimes comme elle, isolée de la terre ferme, sans rapport avec les paysans qui, par de là les marais où elle s'était établie, cultivaient péniblement un sol ingrat. »

C'est cette petite république indépendante avec un particularisme si tranché, qu'on conquiert pour l'efficacité du blocus. On va lui donner une organisation nouvelle à la Française, on va la couler dans ce moule uniforme commun à toutes les créations du premier Empire, on va lui imposer sans autre ménagement des institutions et des lois qui seront ou non conformes à ses traditions, aux mœurs de ses habitants et au génie de leur race, on va de Paris, minutieusement, à grands renforts de décrets, de sénatus-consultes, de décisions ministérielles, poursuivre l'accroissement artificiel de l'immense empire, fonder une nouvelle province et la rattacher à lui.

II. — Hambourg (*Hamburgium, Hocburi castellum*), ville hanséatique au moyen âge, liguée encore avec Brême et Lubeck. après la dissolution de la hanse, devenait ville libre impériale en 1618, puis à la fin du XVIII^e siècle, par la convention de Gottorp en 1768, s'affranchissait de la suzeraineté des ducs de Holstein. C'était une ville libre, un port franc, jouissant d'une entière autonomie.

Le décret du 4 juillet 1811 (1) concernant l'organisa-

1. Cf. Duvergier : *Collection des lois et décrets*. Tome XVII, p. 463 et suiv.

tion générale des départements hanséatiques vient instaurer le nouvel état des choses. — Les trois départements que nous avons déjà mentionnés reçoivent à leur tête un gouverneur général avec les pouvoirs les plus étendus. —

Ce gouverneur général qui sera Davout prince d'Eckmühl est tout d'abord commandant de toutes les troupes de terre et de mer, les trois départements créés formant la trente-deuxième division militaire. Organe de transmission entre les ministres, le pouvoir central et les fonctionnaires de tout ordre, il exerce en outre la haute surveillance sur la police, « tant par rapport à la tranquillité publique que par rapport à la sûreté du dehors ». — Les mandats d'arrêt et d'amener décernés par le directeur de la police ne sont exécutés que sur la vu d'un ordre formel de sa part. — Toutes les autorités civiles et militaires sont soumises à sa surveillance, sans qu'il puisse toutefois en s'ingérant dans leurs fonctions, révoquer des ordres donnés par les ministres et elles doivent l'informer de tous les événements intéressant la haute police et la sûreté générale. Un directeur général de police lui est adjoint, avec les mêmes attributions que les fonctionnaires de cet ordre, spécialement attachés aux pays conquis. —

Si nous revenons avec plus de détails à la division territoriale des pays annexés, nous la trouvons établie comme suit :

L'Ems-Supérieur, chef-lieu Osnabruck comprend les

trois sous-préfectures de Minden, Quackenbrück et Lingen.

Les Bouches-du-Weser ont quatre arrondissements : Brême, chef-lieu, Oldenbourg, Nienbourg, Bremerlehe.

Les Bouches-de-l'Elbe ont aussi quatre arrondissements avec Hambourg pour chef-lieu Lubeck, Stade, Lunebourg.

L'organisation administrative de ces divisions territoriale est, sauf quelques légères particularités (dans chaque arrondissement chef-lieu de département il y a un auditeur sous-préfet en plus du préfet), à tous les degrés de ces divisions (chefs-lieux, arrondissements et communes) celle de pluviôse an VIII commune à tout l'empire.

Le décret du 4 juillet 1811 ne laisse rien en souffrance, il réglemente tous les domaines de l'autorité civile et militaire ; c'est ainsi qu'il organise des chambres de commerce à Hambourg, Brême, Lubeck, Osnabruck, Travemunde, des bourses de communes à Hambourg, Brême et Lubeck. Des agents de change et courtiers, porte-t-il en son titre III, chapitre III, article 40 seront incessamment désignés et leur cautionnement fixé selon les règlements. Il prévoit encore la création de prisons, d'établissements de bienfaisance. Un chapitre, le chapitre VI, est consacré à l'instruction publique, il maintient tous les établissements universitaires importants ; des maîtres de langue française y sont institués dans les écoles de tous les degrés.

Enfin le titre III en entier est consacré à l'organisation judiciaire.

Toutes les autorités judiciaires actuellement établies dans les départements de l'Ems-Supérieur, des Bouches-du-Weser et les Bouches-de-l'Elbe, sous quelque titre et dénomination qu'elles existent, est-il dit à l'article 45, sont et demeurent supprimées à compter du jour de l'installation de la *Cour Impériale de Hambourg*.

A partir du même jour, la justice dans lesdits départements sera rendue conformément aux lois générales de l'empire et par les tribunaux qui seront institués.

C'est précisément cette organisation, et plus spécialement la cour impériale de Hambourg, que nous nous proposons d'étudier ici. C'est ce « petit monde judiciaire » français transplanté en pays conquis que nous allons essayer d'évoquer et de faire revivre, en indiquant les difficultés qu'il a rencontrées dans l'accomplissement de son œuvre, en présentant cette œuvre elle-même avec les magistrats qui en furent les artisans ; en montrant, avec l'historique de cette institution, que le fait, après avoir réalisé l'unité de la loi et son égalité pour tous les citoyens, de faire rendre la justice d'après des principes nouveaux et sous des formes adéquates à ces principes eux-mêmes, est, parmi toutes les transformations sociales, de celles qui exercent l'influence la plus considérable sur la vie, les mœurs et les destinées d'un pays.

CHAPITRE PREMIER

LA COUR IMPÉRIALE DE HAMBOURG ET SON RESSORT. SON ORGANISATION INTERNE

Notre législation avait pénétré dans les régions annexées bien avant qu'elles ne le fussent effectivement et s'y était rapidement propagée. Dans les pays rattachés à l'Empire français on avait procédé tout d'abord à l'abolition du servage et de la féodalité. « Cette abolition du servage et des droits féodaux n'était qu'une réforme préparatoire, destinée à libérer la propriété foncière, pour permettre l'introduction du Code civil, conséquence nécessaire et fatale de la domination française en Allemagne (1). » A vrai dire, le décret portant abolition de la féodalité dans les départements hanséatiques ne prend date qu'après l'occupation puisqu'il est du 9 décembre 1811 (2), mais cette réforme capitale était implicitement contenue dans l'introduction des Codes Napoléon. Si ces derniers devaient s'appliquer, ils entrai-

1. Charles Schmidt : *Le Grand-Duché de Berg* (1806-1813) ch. VII, p. 208-209.

2. *Bulletin des Lois*, 4, 408, n° 7506. Duvergier, t. 18, p. 66.

naient forcément par leur mise en vigueur l'abrogation des mesures desuètes, comme les distinctions de classes, l'interdiction du mariage entre nobles et roturiers, etc...

Or, ce fut un mouvement général d'engouement dans toute la Prusse pour le Code civil, après Iéna. Ce code introduit dès sa promulgation, dans les départements de la rive gauche du Rhin, franchit rapidement les frontières de l'empire. On le traduit et on le répand dans toute l'Allemagne. Le vieux code prussien de Frédéric II publié en 1794 est délaissé ; on lui reproche de méconnaître les premiers principes de la législation et en particulier que « les lois civiles ne sont pas fondées sur la volonté du législateur, mais qu'elles doivent toutes découler de principes *a priori*, c'est-à-dire de la raison et d'une saine philosophie » (1). Les esprits étaient donc favorables à l'introduction du recueil des lois nouvelles.

Napoléon, au surplus, sans tenir compte des protestations de quelques juristes attardés qui regrettaient leurs vieilles coutumes et leurs anciennes lois, « résultat de la sagesse et de la prévoyance de princes bienveillants », imposait brutalement la mise en vigueur de son Code. Dès le mois de juillet 1807, il disait à Champagny, duc de Cadore : « Ecrivez au sieur Bourrienne à Hambourg que mon intention est que les villes hanséatiques adoptent le Code Napoléon et qu'à compter du 1^{er} janvier ces vil-

1. Schmidt, *op. citat.*, p. 200-210, note 3.

les soient régies par ce Code. Ecrivez la même chose au général Rapp à Dantzig ; qu'ils fassent faire cette ordonnance par les magistrats du pays (1). »

Cet ordre fut mis à exécution, car nous pouvons lire dans le journal de l'Empire (*Journal des Débats* du 4 décembre 1807) la note suivante : « Hambourg, 24 novembre. Il vient d'être établi à Dantzig une commission chargée d'un travail préparatoire à l'introduction du Code Napoléon. Le bruit court que ce code sera établi à Hambourg au 1^{er} janvier 1808 ».

En même temps, le Code auquel la flatterie officielle venait de donner le nom de l'empereur, devenait la loi de la Hollande et du royaume de Westphalie. La plupart des petits princes allemands, stimulés par ces exemples, se préoccupaient de le faire adopter dans leurs états.

Mais on conçoit aisément que sans une réorganisation judiciaire de ces états, l'introduction du Code civil était une quasi-impossibilité. Cette organisation était le corollaire forcé de cette importation si l'on voulait éviter les conflits inquiétants qui ne manqueraient pas de surgir entre les tribunaux dépositaires des formes du passé et les exigences de la loi française. Il fallait mettre en harmonie l'organisation judiciaire et la loi. Nous verrons comment on s'y prit.

II. — Rappelons succinctement quelques généralités

1. *Corresp.*, XVI, 126.

sur l'organisation judiciaire française avant d'aborder l'étude plus détaillée d'une cour impériale.

On sait que dès notre ancien droit, le tribunal d'appel qui peut être comparé à nos cours modernes est le parlement de chaque province du royaume.

Après 1789, l'Assemblée Constituante, supprimant les parlements, ne crut pas devoir remplacer les tribunaux spéciaux d'appel. Les tribunaux de 1^{re} instance ou de district étaient juges d'appel les uns à l'égard des autres. Ce système fut maintenu par la Constitution du 5 fructidor an III et resta en vigueur jusqu'à l'an VIII.

La loi du 27 ventôse an VIII établit de véritables tribunaux d'appel (art. 21), mais elle ne leur accorda pas la qualification de *cours* à cause des souvenirs monarchiques que ce terme éveillait. Cette qualification fut donnée par le sénatus-consulte du 28 floréal an XII (art. 134). Le décret du 30 mars 1808 compléta ce système et la loi organique du 20 avril 1810, « sur l'organisation de l'ordre judiciaire et l'administration de la justice », décide (art. 1^{er}) que les cours d'appel prendront le titre de *Cours Impériales*.

Le nombre des cours d'appel était tout d'abord fixé à vingt-neuf par la loi du 27 ventôse an VIII (1). Il com-

N. B. — Il est bien évident que les différents codes ne furent introduits sur la rive droite du Rhin qu'après avoir été rendus exécutoires, c'est-à-dire, pour le Code de procédure civile à partir du 1^{er} janvier 1807, le Code de commerce du 1^{er} janvier 1808, le Code d'instruction criminelle et le Code pénal le 1^{er} janvier 1811.

1. Sur les cours impériales, voyez : Hiver, *Histoire critique des Institutions judiciaires de la France de 1789 à 1848*.

prenait notamment, pour ne citer que les cours aujourd'hui disparues, celles d'Ajaccio, Bruxelles, Colmar, Liège et Metz. En 1810, par suite des incessants accroissements territoriaux de l'Empire, le tableau des cours impériales en porte trente-quatre. Aux précédentes on a ajouté les cours de Florence, Gênes, Rome, Trèves et Turin. Enfin en 1811, l'Empire à son apogée compte trente-sept cours impériales : La Haye, Hambourg sont venues s'ajouter à la liste (1). Ce chiffre ne sera jamais dépassé : c'est l'époque d'exceptionnelle grandeur à laquelle l'Empire compte cent trente départements, s'étend du Tibre aux bouches de l'Elbe, de l'embouchure du Rhin aux extrémités de la péninsule ibérique.

La direction de cette immense armée de magistrats comme le soin de veiller au bon fonctionnement des tribunaux qu'ils composent incombe au grand-juge ministre de la Justice. Les titulaires de cette charge, dans la période qui nous occupe, furent d'abord Régnier, duc de Massa, en fonctions depuis le 15 août 1809 jusqu'au 19 novembre 1813, date à laquelle il fut remplacé par le comte Molé. C'est au grand-juge qu'arrivaient en définitive toutes les communications des premiers présidents et des procureurs généraux, c'est à lui qu'étaient soumis tous les rapports des commissaires chargés d'élaborer les projets d'établissement des cours nouvelles, en dehors des questions multiples de service.

1. V. pour la liste des trente-sept cours impériales. Carré : *Compétence*, t. 8, p. 7.

Un seul homme devait centraliser cette accablante besogne.

Plus encore, ses diligences devaient s'étendre aux pays dont Napoléon s'intitulait le protecteur, aux monarchies et aux principautés « filiales » qu'il avait créées et auxquelles il avait imposé une organisation judiciaire à la française. En dehors des limites nominatives de l'empire, des tribunaux, des cours fonctionnaient en effet et dans les provinces Illyriennes réunies plus tard à l'empire, dans la confédération du Rhin, dans le grand-duché de Berg et le royaume de Westphalie.

Nous essayerons de dégager au cours de cette étude la nature des rapports du grand-juge et du chef de la cour. Mais ces détails indispensables donnés, nous avons hâte de passer à la cour impériale de Hambourg.

III. — On relève dans le sénatus-consulte organique du 13 décembre 1810 (1), portant que la Hollande, les villes hanséatiques, le Lauenbourg font partie intégrante de la France, à l'article 7 : Il y aura pour les départements de l'Ems-Oriental, de l'Ems-Supérieur, des Bouches-du-Weser et des Bouches-de-l'Elbe une cour impériale dont le chef-lieu sera à Hambourg.

Remarquons tout d'abord, dans ce dispositif, que le ressort assigné à la cour de Hambourg comprend outre les départements de l'Ems-Supérieur, des Bouches-du-Weser et des Bouches-de-l'Elbe ou départements hanséa-

1. Bull. 331 n° 6163.

tiques, celui de l'Ems-Oriental. Ce dernier est un des sept départements formés du territoire de la Hollande, c'est-à-dire : Zuyderzée, Bouches-de-la-Meuse, Bouches-de-l'Yssel, Yssel-Supérieur, Frise, Ems-Occidental, Ems-Oriental. Situé comme son nom l'indique à l'est des précédents il confinait aux départements hanséatiques et on avait ainsi fixé ses arrondissements : chef-lieu, Aurich ; sous-préfectures : Embden, Iever. Il ne devait aux termes de l'article 24 du décret du 26 décembre 1810, faire partie du ressort de la cour de Hambourg qu'à compter du 1^{er} janvier 1812.

L'article 69, chapitre IV, titre III du décret du 4 juillet 1811 (1) revient sur la fixation de ce ressort et le confirme à nouveau. Voici donc nettement indiquées les régions sur lesquelles devait s'étendre la juridiction de la Cour.

Il nous faut mentionner maintenant les tribunaux qui en dépendent et, à cet égard, le décret du 4 juillet 1811 (ch. II) nous fournit des données précises. Il y aura, dit-il, (art. 49) un tribunal de 1^{re} instance dans chaque arrondissement des départements de l'Ems supérieur, de l'Ems oriental, des Bouches du Weser et des Bouches de l'Elbe.

Le plus important de ces tribunaux de 1^{re} instance devait être celui qui siégerait à Hambourg. Le décret constitutif décide qu'il sera composé de douze juges, y

1. Voy. *supra*.

compris le président, deux vice-présidents et deux juges d'instruction. On adjoignait six suppléants pour les besoins du service.

Ce tribunal est divisé en trois chambres dont deux doivent connaître des matières civiles et une autre des affaires de police correctionnelle. Il est prévu qu'au cas où l'une de ces chambres serait surchargée et les autres insuffisamment occupées, le président du tribunal pourra déléguer à celles-ci, sur la réquisition du procureur impérial, partie des affaires attribuées à la chambre qui se trouverait surchargée. Le procureur près ledit tribunal avait quatre substituts, dont deux pouvaient être désignés pour remplir les fonctions d'officier de police judiciaire.

Les tribunaux de 1^{re} instance de Brême et d'Osnabrück de moindre importance, étaient composés de huit juges, y compris le président, le vice-président et un juge d'instruction. Ils avaient quatre suppléants. Leur parquet avait à sa tête un procureur avec deux substituts ; ils se divisaient en deux chambres.

Enfin, à Lübeck, Stade, Lunebourg (Bouches de l'Elbe) ; à Oldembourg, Niembourg, Bremerlehe (Bouches du Weser) ; à Minden, Quackenbruck, Lingen (Ems supérieur) chaque tribunal composé de quatre juges y compris le président et le juge d'instruction, de trois suppléants, d'un procureur et d'un substitut, comprend une seule chambre.

Chacun de ces différents tribunaux avait un greffier

auquel était attaché un nombre de commis-greffiers assermentés proportionnés aux besoins du service.

Notons en outre que des tribunaux de commerce étaient créés à Hambourg, Lübeck, Brême, Osnabruck, Travemunde, cette dernière ville, simple chef-lieu de canton, à cause de l'importance des opérations commerciales qui s'y concluaient.

Les appels des jugements rendus par ces tribunaux, dans les cas où ils y étaient sujets, devaient, en matière civile, être nécessairement portés devant la Cour impériale séant à Hambourg.

En matière correctionnelle, les appels, dit l'article 59 du décret précité, seront portés aux tribunaux autres que celui du chef-lieu du département au tribunal du chef-lieu. Et pour les jugements en matière correctionnelle rendus par les tribunaux de ces chefs-lieux eux-mêmes il est prescrit que le tribunal de Brême connaîtra des appels des jugements rendus à Osnabruck et à Aurich.

On voit par ces détails que les seuls appels des jugements de police correctionnelle rendus par les tribunaux de première instance de Brême, et de Hambourg, ainsi que les appels des jugements rendus en cette matière par les tribunaux de première instance des chefs-lieux d'arrondissement des Bouches-de-l'Elbe, étaient portés devant la chambre des appels correctionnels de la cour impériale, qui se trouvait ainsi notablement déchargée.

Avant de passer à la division puis à la composition de cette cour impériale elle-même, rappelons pour

mémoire que des justices de paix étaient organisées dans chaque canton qui avait un juge de paix avec deux suppléants et un greffier. Au surplus, quand à cette organisation et à celle de la cour impériale qu'il nous reste à exposer, rien n'est innové ; elle est constituée conformément aux règles générales en vigueur, c'est-à-dire aux dispositions de la loi du 20 avril et du décret du 6 juillet 1810.

La Cour impériale de Hambourg, porte le décret du 4 juillet (art. 60), sera composée de trente conseillers, y compris le premier président et les présidents de chambre ; elle aura en outre six conseillers auditeurs (1).

Un procureur général est à la tête du parquet de la cour et les fonctions du ministère public sont exercées concurremment avec lui et sous sa direction par huit substituts, dont trois portent le titre d'avocats généraux.

Cette Cour, prévoit toujours le même décret (art. 74), aura un greffier qui prendra le titre de greffier en chef. Il présentera et fera admettre au serment le nombre de commis greffiers nécessaire pour le service de la cour.

Si nous passons aux divisions intérieures de la cour, nous trouvons le sectionnement courant en quatre

1. Rappelons que le titre de conseiller auditeur était donné aux juges auditeurs près les cours impériales (Loi du 20 avril 1810, art. 12).

Jusqu'à vingt-sept ans ils ont voix consultative puis voix délibérative dans toutes les affaires ensuite. Ils doivent pour être nommés avoir exercé les fonctions de juge auditeur pendant deux ans dans un tribunal.

Ils furent supprimés au fur et à mesure des extinctions par la loi du 10 décembre 1830.

chambres, deux de ces chambres connaissant des affaires civiles, la troisième des mises en accusation, la quatrième des appels en matière correctionnelle.

Indiquons enfin avant de clore ce chapitre une particularité relative à la cour de Hambourg et propre à toutes les juridictions françaises installées dans les pays conquis. C'est le principe de l'équivalence des deux langues. La langue allemande, dit le décret du 4 juillet 1811 (ch. XII, art. 143) pourra être employée concurremment avec la langue française dans les tribunaux et dans les actes publics et privés. Il importait de présenter dès maintenant cette remarque. Nous y reviendrons plus tard pour montrer quelle source de difficultés fut cette disposition qu'on ne pouvait éviter et quelles solutions furent données aux conflits qu'elle souleva.

Nous venons de décrire le cadre, passons maintenant aux personnages. C'est ici qu'il est opportun de rappeler la boutade de Beugnot écrivant que (1) « s'il était relativement facile de porter les institutions françaises chez un peuple, il est autrement délicat de former des hommes pour ces institutions. » Il ajoutait comme palliatif : « avec les années ces hommes naîtront peut-être des institutions mêmes ».

1. Lettre à Maret, duc de Bassano, du 10 février 1810.

CHAPITRE II

LE PERSONNEL, SON RECRUTEMENT SA SITUATION MATÉRIELLE ET MORALE

I. — On conçoit facilement au premier abord la difficulté presque insurmontable qui surgit et s'élève pour trouver et choisir, ou plutôt pour improviser à la hâte, un personnel capable de maintenir le prestige d'une institution créée de toutes pièces dans un pays conquis. Il ne suffit pas que ce personnel soit d'un savoir éprouvé et reconnu, que son entente de la législation nouvelle soit des mieux établie, il faut en outre que sa situation sociale lui assure le respect et la dignité inhérents à ses fonctions, que son attachement au pays conquérant et au régime de ce pays soit le ferme garant de son attitude.

Il ne peut être question d'importer tous les magistrats de France. Il est nécessaire que le plus grand nombre soit recruté dans le pays même, et pour inspirer plus de confiance aux justiciables et pour leur donner des juges mieux informés de leur législation antérieure, et partant plus aptes à leur appliquer sans heurt ni maladresse les lois nouvelles.

Sans doute, depuis l'occupation française et l'introduction des Codes Napoléon, les juristes, les hommes d'affaires, les professeurs si écoutés en Allemagne se sont évertués à méditer sur nos lois et à les commenter. La lettre suivante adressée au maréchal Davout, gouverneur général des régions hanséatiques, nous fournira à cet égard un curieux exemple de l'esprit avec lequel on autorisait la vulgarisation de nos Codes. La voici dans toute sa teneur (1).

Hambourg, 21 février 1811.

« Monseigneur,

« M. de Haupt, avocat de ce pays-ci, m'annonce s'être adressé à Votre Altesse pour obtenir la permission de publier une espèce de journal consacré exclusivement à présenter aux habitants des trois départements réunis par le sénatus-consulte du 13 décembre, les décrets-lois, arrêtés et règlements qui leur sont spécialement relatifs. Il se propose d'y joindre un commentaire explicatif, et représente que la chose ne recevra son grand intérêt que du moment.

« Si M. de Haupt s'en tient aux questions renfermées dans sa demande, on peut, en dirigeant ses opinions (*sic*) les rendre profitables à l'esprit public et faire contribuer cet ouvrage, en même temps qu'il éclairera les habitants sur leurs devoirs, à leur faire préférer une législation claire et libérale, au

1. Archives du Ministère de la Guerre.

Archives militaires du maréchal prince d'Eckmühl. Janvier-mars, 1811, n° 102.

dédale de la chicane qui rendait leurs procès interminables.

« Dans le cas, au contraire, où cet avocat étendrait ses écrits jusqu'à la discussion du Code Napoléon, quelques bonnes que fussent ses intentions, quelques grandes que fussent ses lumières, il serait à craindre que ses opinions ne s'écartassent souvent du texte de la législation. »

On voit qu'avec de tels procédés de censure et de critique, il n'était guère possible de faire œuvre utile de divulgation. On utilisera donc les magistrats du pays puisqu'on y est contraint, mais il est à craindre que leur instruction juridique ne soit par la suite mise en défaut sur bien des points.

Ajoutons à ces considérations que « s'il est relativement facile d'organiser et d'acclimater dans un pays conquis, une nouvelle manière de rendre la justice civile, c'est-à-dire de prononcer sur les affaires privées, il est très difficile en revanche d'organiser avec un personnel local et des jurés nécessairement composés d'habitants du pays, la justice en matière correctionnelle ou criminelle » (1). Pris entre leurs devoirs professionnels et les sentiments qu'ils éprouvent pour leurs concitoyens les juges sévissent à contre-cœur.

Nous les verrons à Hambourg, au premier souffle de révolte quand la fortune de l'empire paraît décliner, « prendre immédiatement parti contre la domination

1. Schmidt, *op. cit.*, p. 244.

étrangère qui leur paraît alors particulièrement oppressive (1). » C'est ce qui se produira dans les premiers mois de l'année 1813 ; les défections des magistrats ne se compteront plus, et les jurys appelés à se prononcer dans les cas de rébellion par bandes organisées répondront non-coupables, et feront obtenir des acquittements scandaleux. Magistrats locaux et jurés ne peuvent, pas plus les uns que les autres, s'abstraire dans leurs fonctions judiciaires : on ne saurait leur demander d'être héroïques. Ils agissent en hommes. Mais qui ne voit là le plus grave écueil au fonctionnement normal de la justice ?

Tous ces inconvénients et toutes ces difficultés n'échappaient point aux autorités françaises. C'est ainsi que le comte de Serre, nommé par décret en date du 14 juillet 1811, à la première présidence de la cour impériale d'Hambourg, se rendait compte de la situation avec une perspicacité remarquable.

« Personne, écrivait-il à M. de Gartempe, premier président à la cour impériale de Metz (2), ne connaît trop ici sa besogne, et moi-même je ne connaissais la mienne qu'à moitié ; j'excepte le procureur général qui est vraiment un magistrat distingué, qui n'a pas tout à fait les dons extérieurs qui font impression sur la multitude, mais qui est bien au niveau de sa place, et avec qui je compte

1. *Ibid.*, p. 245.

2. *Correspondance du Comte de Serre*, lettre du 2 sept. 1811, t. I^{er}, p. 186, et suiv. 2 vol. in-8, Paris, 1876. Vaton, édit.

toujours m'entendre sur les points essentiels, premier et grand avantage. Dans ce moment, il a assez à faire à monter son parquet, d'autant qu'il n'a pas été maître du choix de ses avocats généraux et qu'il est mal secondé ; heureusement, une place d'avocat général et une de substituts sont vacantes. Nous tâcherons de bien remplacer et, dans ce qui existe, je vois un ou deux sujets à former.

« Nous sommes mieux en présidents. Deux sur trois ont été à la tête de compagnies et dignes d'y être ; il leur manque seulement, et c'est un défaut général, l'habitude de la publicité de la justice, du maintien et de l'assurance qu'exige cette publicité ; mais, ils ont la dignité intérieure, grand acheminement à celle du dehors. L'ensemble des conseillers est très bon ; je les ai déjà vus dans trois ou quatre assemblées de chambre, déduisant chacun leur opinion, avec ordre, avec calme, plusieurs avec profondeur et des vues étendues : tous avec cette déférence envers les chefs qui est naturelle aux Allemands, et qui facilite et adoucit tant l'action de l'autorité. La compagnie compte beaucoup d'hommes distingués, elle n'en compterait pas un d'une nullité absolue, encore moins un qui eût à rougir de ses mœurs ou d'un acte de sa vie passée. La mesure prise par l'Empereur, d'envoyer dans tous les tribunaux des présidents et procureurs impériaux de l'intérieur nous permet de nous recruter parmi les sujets d'élite du

pays, que la commission de gouvernement (1) avait présentés pour ces places ».

Voici donc indiqués avec toute l'autorité désirable l'état d'esprit, les tendances, le savoir et le caractère des magistrats de la cour impériale de Hambourg. Il nous reste à connaître leurs origines avec plus de détails. A cet égard, le décret du 14 juillet 1811 (2) portant leur nomination nous fixera pleinement sur leurs précédentes attributions. Ce décret daté du palais de Trianon porte :

Sur le rapport de notre grand-juge ministre de la justice, avons décrété et décrétons ce qui suit :

Article premier. — Sont nommés, savoir :

COUR IMPÉRIALE DE HAMBOURG

Premier Président

Le sieur de Serre, premier avocat à la Cour impériale de Metz.

Présidents de Chambre

1^o Philippe-Guillaume Jochmus, président de la Cour de justice criminelle de Lunebourg.

1. Une commission de gouvernement établie par décret du 18 décembre 1810 avait été chargée provisoirement de l'administration des villes hanséatiques. Maintenu jusqu'au 1^{er} janvier 1812, elle était spécialement chargée de surveiller l'organisation, de correspondre avec les ministres et de soigner tous les intérêts du Trésor tant pour l'exercice courant que pour les exercices arriérés. Elle se composait de trois membres : M. Faure, M. de Chaban et le maréchal Davout, président.

(Note de l'auteur.)

2. Cf. *Moniteur Universel*, en date du 15 juillet.

2° Chrétien Germain Schone, ancien syndic au Sénat de Brême.

3° Jean-Henri Bartels, ancien sénateur à Hambourg.

4° Charles-Jean-Louis de Goldbeck, directeur de la régence de Lingen.

Conseillers

1° De Graffen ; président du Tribunal supérieur provisoire, ancien sénateur.

2° Jœnisch, commissaire impérial près le Tribunal supérieur provisoire, ancien sénateur.

3° Brunnemann, ancien sénateur.

4° Curtius, commissaire impérial près le tribunal supérieur provisoire, anciensyndic au Sénat de Lübeck.

5° Horn, ancien Sénateur à Brême.

6° Boehmer, conseiller à la régence et à la Cour de justice de Ratzebourg.

7° Degen, procureur général près la Cour de justice criminelle de Lunebourg.

8° De Spilcker, président du tribunal de 1^{re} instance de Hambourg.

9° Ebert, président du tribunal de 1^{re} instance de Stade.

10° Rosenthal, président du tribunal de 1^{re} instance de Verden.

11° De Brondenstein, président du tribunal de Delmenhorst.

12° Stakemann, juge à la cour de justice criminelle de Stade.

13° Schmidt, juge à la cour de justice criminelle de Lünebourg.

14° Gromberg, assesseur à la cour d'appel d'Oldenbourg.

15° De Kiel mansegge, juge au tribunal de 1^{re} instance de Haarbours.

16° Diehle, juge au tribunal de première instance de Verden ;

17° De Hartmann, juge au tribunal de première instance d'Osnabruck ;

18° De Zesterfleth, juge au tribunal de première instance de Bremœrverde ;

19° De Pope, juge au tribunal de première instance de Nembours ;

20° De Witzendorff, ancien *drossard* (1) en Hanovre ;

21° Elrichs, jurisconsulte à Brême ;

22° Dorfmler, procureur général près la Cour de justice criminelle de Herford ;

23° Retenbacher, président de la Cour d'appel de Recklinghausen ;

1. Drossard, en allemand *drost*, nom donné en Hollande et dans la Basse Saxe, au moyen âge, plus tard au Hanovre et dans le Lauenbourg à l'administrateur noble d'un cercle ou bailliage qui rendait la justice au nom du seigneur. Aujourd'hui c'est un titre honorifique dans certains pays du nord. (Dezobry et Bachelet. *Dictionnaire de Biographie, d'Histoire et de Géographie*) ; au mot drossard.

24° Muller, conseiller à la Cour impériale impériale de La Haye ;

25° Kettler, conseiller à la Cour impériale de La Haye.

Conseillers-auditeurs

1° Lüder, juge de paix à Verden ;

2° Morcard, docteur en droit à Hambourg ;

3° Oldembourg, docteur en droit à Hambourg ;

4° Scholtz, jurisconsulte à Oldembourg.

Procureur général

Eichorn, procureur général actuel, ancien conseiller à la Cour d'appel de Trêves.

Substituts de notre procureur général

Avocats généraux

1° Vossen, procureur impérial près le tribunal de première instance d'Aurich, ancien substitut du procureur général à Liège.

2° De Beckmann-Schore, auditeur au Conseil d'Etat et substitut du procureur général près la Cour Impériale de La Haye ;

3° Spongenberg, juge au tribunal de première instance de Verden.

*Substituts pour le service des cours d'assises
et spéciales et pour celui du parquet*

- 1^o Simons, procureur impérial à Fehternach ;
- 2^o Rumann, procureur impérial à Haarbours ;
- 3^o Crell, assesseur au tribunal des douanes de Cologne.
- 4^o Wetsfeld, procureur impérial à Lunebourg ;

Greffier

Le sieur Demeuré, avocat, secrétaire général de l'Ecole de droit de Strasbourg.

Cette nomenclature montre mieux que tous les commentaires, à quelles sources diverses on était allé prendre les magistrats nouveaux. Sans doute ils appartiennent presque tous à l'ordre judiciaire, mais ils proviennent de régions différentes et par conséquent ont l'habitude d'appliquer des lois sans grande analogie les unes avec les autres, tant sont morcelées les législations des petits Etats allemands de l'époque. Et pour guider, pour « franciser » une compagnie si disparate, si confusément organisée, quelques Français à peine, absorbés déjà par leurs autres attributions.

C'est le premier président de Serre qui nous renseignera sur les résultats de ces collaborations étranges et sur l'état des esprits. « L'administration de la justice, écrit-il à M. de Garat (1), marche généralement

1. Corresp. op. cit., p. 231 et suiv.

bien. Nous irions mieux encore si, en nous envoyant des présidents et des procureurs impériaux, anciens Français, on eut eu plus de latitude dans le choix. Mais notre France est si épuisée en anciens sujets de l'ordre judiciaire, il est si difficile de trouver des hommes qui veuillent courir aussi loin pour des appointements aussi modiques, que vous jugez aisément combien cette mesure, si bonne en elle-même a été exécutée. A quelques heureuses exceptions près, ces nouveaux venus, étrangers à la langue du pays comme à la science du droit, sont trop contents de laisser faire leur besogne par ceux qu'ils devraient diriger, ceux-ci sont généralement instruits, doux et complaisants. »

Abordant alors une étude de psychologie sociale qui dénote des facultés d'analyse singulièrement subtiles, il met à jour les causes profondes des difficultés à vaincre. Le morceau est à citer en entier :

« Un relâchement général des maximes est plus sensible encore dans ce pays qu'en France : toutes les lois avaient vieilli; la jurisprudence ou comme ils l'appelaient, la pratique, réglait tout, ou, pour mieux dire, il n'y avait plus de règles, car les souverains s'en inquiétaient peu. Il n'y avait pas de grands corps judiciaires dépositaires des traditions ; les savants, les Universités exerçaient une influence d'autant plus grande que souvent elles étaient prises pour juges, qu'elles formaient presque les seuls corps jouissant d'une grande considération en Allemagne, et cette influence affranchie de tout lien

religieux, de toute censure, était en résultat celle des idées philosophiques qui tour à tour obtenaient la vogue. Comme ces idées n'ont encore fait révolution que dans les esprits, sans bouleverser toutes les classes de la société, on n'est point encore désabusé du charlatanisme des noms pompeux dont elles sont revêtues ; on n'a point compris comme en France la nécessité du retour aux anciennes maximes. Nos lois nouvelles qui, dans plus d'un point, auraient paru relâchées à nos pères et qu'il faudrait alors renforcer de sévérité, leur semblent trop rigoureuses. C'est alors qu'il faut lutter. Comme ils sont consciencieux et conséquents au fond, ils cèdent lorsqu'on leur a montré le vrai sens de la loi ; mais c'est souvent une fatigue surtout dans une langue étrangère. »

Les tendances du corps qui nous occupe si magistralement dégagées, il importe de connaître au moins dans leurs points essentiels les législations antérieures qu'interprétaient ces magistrats et les juridictions dont ils faisaient partie.

La législation propre à Hambourg comme aux régions composant le ressort de la cour était un mélange obscur d'antiques dispositions, — Partout la confusion des droits. « Il n'était pas de petite province (1) qui n'ait ses statuts particuliers, ses usages locaux, en perpétuel conflit avec la masse accumulée des vieilles et des nou-

1. Schmidt, le Grand Duché de Berg, *op. cit.*, p. 217.

velles ordonnances, du droit Romain, du droit canonique et des usages féodaux. » (1) Nous aurons postérieurement l'occasion d'indiquer quelques traits, quelques dispositions caractéristiques de cette législation.

Les anciennes juridictions de Hambourg, du Hanovre et de cette partie de la Prusse ne sont pas moins bizarres quand à leur organisation et à la procédure suivie devant elles.

D'après la Constitution de 1712 ou « recès général, (2) qui resta en vigueur jusqu'à l'incorporation de Hambourg à l'empire français, le Sénat exécutif avait un mélange d'attributions très variées. Montesquieu n'avait pas encore élaboré sa célèbre théorie de la séparation des pouvoirs.

Le Conseil ou *Rath* composé de 28 membres, 4 bourgeois et 24 sénateurs, plus 4 syndics avec voix consultative avait la puissance exécutive, il avait en même temps le pouvoir législatif dans une certaine mesure et le pouvoir judiciaire.

Il était juge, il connaissait en principe de tous les procès civils et de toute la juridiction répressive. Cette charge devint à la longue trop lourde tant à cause du grand nombre de procès que de leur complication qui exigeait des connaissances juridiques plus profondes que celles des commerçants ordinaires, membres de cette

1. Les détails qui suivent sont empruntés au Cours de droit constitutionnel comparé de M. Chavegrin, année 1906-1907.

2. Voir sur ce sujet : Anthoine de St-Joseph : *Concordance entre les Codes civils étrangers et le Code napoléon*, t. 2, p. 335 et suiv.

assemblée. Le conseil se déchargea alors d'une partie de sa juridiction. Des tribunaux composés de juristes de profession furent constitués pour connaître des affaires civiles importantes. Ils eurent aussi les poursuites pénales sauf les poursuites en simple police et les actions contre les étrangers. Cependant le conseil conservait pour lui une sorte de justice retenue car il restait juge d'appel.

Au civil, au reste, on trouvait presque partout dans ces régions des cours supérieures et des justices locales qui quelquefois se chargeaient non seulement de la juridiction contentieuse mais encore d'objets accessoires comme la conservation des hypothèques. Les compétences des justices inférieures n'étaient pas limitées à une somme déterminée, et les instances allaient généralement au nombre de trois, parfois de quatre. On juge de la gêne que ces errements portaient aux affaires.

Des privilèges de juridiction existaient en outre pour certains hauts fonctionnaires, les nobles, qui ne pouvaient par exemple être attaqués en première instance que devant les Cours supérieures.

Si l'on examine la procédure employée on retrouve les mêmes variations. Tandis que dans les provinces prussiennes était en vigueur un système se rapprochant du système français, avec une instruction préalable et des enquêtes dont les résultats étaient développés par des avocats (les conclusions intervenant avant le jugement) ; ailleurs, les débats se faisaient à huis clos, par écrit, au

moyen d'un échange de pièces. D'autre part, les juges souvent sans traitements fixes gardaient la totalité des sportules pour les affaires qu'ils instruisaient. Souvent, la naissance, à défaut du savoir les avait portés à ces emplois. On conviendra que de systèmes et d'habitudes si opposés au système français, il était impossible de rien conserver.

Nous avons vu, au reste, qu'on avait point cherché à obtenir ce résultat dans la refonte totale de l'ordre judiciaire qui venait de s'opérer. Mais, quel brusque changement pour des hommes appelés à appliquer une législation presque inconnue d'eux, dans des formes également ignorées, avec des conceptions et une tournure d'esprit toutes dissemblables.

II. — Ces difficultés de toute nature avaient été particulièrement marquées pour la désignation des juges des tribunaux du ressort. Leur recrutement s'était encore compliqué du fait de la modicité des traitements qui attiraient bien peu de candidats.

Dans les propositions qu'il fait au grand juge pour ces emplois, le premier président revient souvent sur ces motifs d'obstacles dans son choix : « Presque tous les fonctionnaires judiciaires de ce pays, dit-il dans un rapport fait au duc de Massa, sont chargés de famille, ils n'ont de ressources pour subsister que leurs emplois. La crainte de les perdre dans un changement de gouvernement, celle d'abandonner leur pays au désordre et à l'anarchie, l'habitude même de passer d'un

gouvernement provisoire à l'autre suivant que les événements politiques et militaires les ont rendus alternativement Hanovriens ou Prussiens, Wetsphaliens ou Français...» voilà des causes qui expliquent bien des abstentions et justifient la tièdèur des candidats.

On parvint enfin à pourvoir chaque siège de titulaires, mais au prix de concessions de toute sorte. On dut, en particulier, pour certaines justices de paix auxquelles il avait été absolument impossible de trouver un juge et un greffier, supprimer les postes d'office et réunir les circonscriptions à celle d'un prétoire voisin.

Ajoutons encore que l'on se montre très indulgent dans l'examen des conditions de capacité des futurs juges ou officiers du ministère public. Sans doute conformément à la règle commune nul ne peut être conseiller à la cour impériale s'il n'a vingt-sept ans accomplis et s'il n'est licencié en droit, cet âge étant porté à trente ans pour le premier président et le procureur général. Mais pour parer à la pénurie de candidatures on décide (art. 140 du décret du 4 Juillet) que jusqu'à l'année 1815 il suffira pour être conseiller auditeur de justifier qu'on a étudié, durant l'espace de trois années consécutives dans une académie ou faculté de droit d'université, de subir devant le premier président et en présence du ministère public, un examen sommaire sur les lois françaises. Ils devront prouver qu'ils jouissent d'un revenu minimum de 3000 francs.

Si les avocats généraux, d'autre part, doivent être

pourvus du grade de licencié et avoir déjà rempli les fonctions de juges, les autres substituts pourront être admis aux mêmes conditions que les conseillers auditeurs, « à cela près qu'ils n'auront point à justifier d'un revenu de 3.000 francs. »

Pour les tribunaux de 1^{re} instance on va plus loin encore. « Celui, dit le paragraphe 2 de l'article 132, qui a déjà rempli les fonctions de juge ne sera point tenu de justifier qu'il est licencié en droit. » Aux greffiers de 1^{re} instance, aux juges de paix et à leurs greffiers, on ne demande aucune preuve d'aptitudes, même pas un stage chez des officiers ministériels ; des conditions d'âge sont seules imposées, trente ans pour les premiers et vingt-cinq ans pour les seconds. C'est ainsi qu'aux prix de peines sans nombre, se fit le remplissage des cadres.

Remarquons encore, que même en mettant à part les sentiments de répugnance bien naturelle que devaient éprouver ces hommes à entrer au service du dominateur étranger, des raisons d'un ordre plus pratique viennent aussi s'interposer.

Les traitements alloués à ces magistrats établis sur les mêmes bases que ceux de leurs confrères de l'intérieur sont bien peu alléchants, surtout dans une contrée où la cherté de la vie est très élevée. Nous avons déjà envisagé cette face de la question mais il n'est pas indifférent d'y revenir avec plus de détails.

Les conseillers de la Cour impériale jouissent d'un

traitement de 5.000 francs, aux termes du décret d'organisation (art. 90) ; le premier président et le procureur général ont 25.000 francs, mais ce seront toujours à ce sujet des réclamations incessantes. Et que dire des juges titulaires de 1^{re} instance à 1800 francs, des juges de paix à 800 francs !

Le premier président de Serre lui-même, si détaché pourtant de ces préoccupations, se plaint, avec son allocation, de ne pouvoir faire convenablement figure ; il doit demander une indemnité supplémentaire au grand-juge ; « c'est plutôt dit-il, pour la place que pour moi. »

Plus tard, dans les premiers mois de l'année 1813 et jusqu'à la chute de l'empire, aux heures troublées du déclin, on en arrive à ne plus payer du tout les traitements qui l'étaient déjà bien irrégulièrement. Les membres des cours et tribunaux restés fidèles portent leurs doléances aux autorités qui font la sourde oreille. Dans les ordonnances envoyées aux préfets par le grand juge on oublie la plupart des magistrats en activité de service.

Les instances du premier président, porte-parole de ses subordonnés se font pressantes. « Je ne puis m'empêcher, écrit-il au duc de Massa le 17 juillet 1813 (1), de reporter à Votre Excellence les prières de tous les membres provisoirement conservés des tribunaux de la 32^e division militaire qui sollicitent le paiement de

1. Corresp., *op. cit.*, p. 380, tome I.

leurs traitements arriérés depuis quatre mois. La dernière ordonnance délivrée par Votre Excellence, le 19 juin dernier, ne comprend que les membres de ces tribunaux français d'origine ; d'où j'ai conclu que l'incertitude sur ce point : quels sont les autres membres en fonction ? était la cause du retard dans l'ordonnement de leurs traitements. Je vous supplie, Monseigneur, de vouloir bien faire toucher, à ceux qui figurent sur l'état dûment certifié que je transmets à Votre Excellence, un traitement que leur peu de fortune, les dépenses et les charges qu'ils supportent, leur rendent d'une extrême nécessité. »

Les conseillers délégués pour présider les assises dans des villes du ressort ne sont pas indemnisés de leurs frais de voyage et de leurs dépenses courantes. Les états nominatifs de crédit ouverts pour les traitements sont de plus en plus restreints : les défections augmentent. Aucune considération d'honneur à défaut d'intérêts ne retient plus, dans les derniers jours de l'occupation, ces fonctionnaires insoumis. L'éveil du sentiment national, le prestige de l'empire français diminué soudain par les événements de Russie et d'Allemagne, les jettent presque tous au parti de l'indépendance.

Ils abandonnent en grand nombre leurs maigres prébendes et cette toge dont ils étaient si fiers aux beaux jours de l'installation, qu'ils arboraient avec la joie naïve du nouveau. Le costume français, introduit

en effet dans ces régions où l'habit noir était en usage, avait vivement piqué la curiosité publique, sans éveiller peut-être les idées de gravité et de respect qu'on aurait voulu qu'il inspirât.

Rappelons brièvement à ce sujet, que des arrêtés très formalistes comme celui du 2 nivôse an XI avaient fixé rigoureusement le costume des membres des tribunaux, des gens de loi et des avoués, en rendant à certains d'entre eux la robe rouge des parlementaires pour les grandes audiences et les cérémonies publiques. On allait jusqu'à leur imposer une tenue de cérémonie *pour la ville* (habit noir à la française, petit manteau, chapeau à trois cornes avec ganses et gland, cheveux longs ou ronds) (1). Certains détails aujourd'hui tombés en désuétude sont d'un symbolisme curieux, telle cette disposition qui, interdisant aux huissiers de porter la robe leur prescrivait d'avoir à la main une baguette noire (2).

Après avoir évoqué ces souvenirs, disons encore qu'à bien d'autres points de vue, la situation faite aux juges d'alors était aussi instable que précaire. Napoléon voulant tenir tout son personnel dans la plus grande dépendance, avait en effet porté par la loi du 12 octobre 1807 (art. 1) une grave atteinte à l'inamovibilité de la magistrature. Les provisions qui instituaient les juges à vie, ne leur étaient délivrées en effet, qu'après avoir mis

1. Voir à ce sujet décrets du 18 août 1810 et du 6 janvier 1811.

2. Circulaire ministérielle du 23 oct. 1812.

à l'épreuve leurs opinions et mesuré leurs moindres actes. Ils n'y avaient droit qu'après cinq années d'exercice.

A ces considérations nous terminerons avec ce « type » du magistrat d'un pays conquis, que nous avons essayé de montrer, en l'envisageant sous ses différents aspects. Avant de les représenter collaborant à l'œuvre commune dans leurs rôles de membres actifs des cours et tribunaux, parlons un peu des auxiliaires de la justice, de ceux avec lesquels des rapports forcés et constants sont indispensables pour l'expédition des affaires, des avocats, des officiers ministériels et des officiers de police judiciaire.

III. — Ici encore on va se trouver contraint de renouveler un système séculaire, et, à cause des difficultés du recrutement, comme on ne peut aussi faire seconder les parties que par des gens qui leur inspirent une confiance absolue et qu'elles connaissent de près, on conservera les anciens titulaires de ces charges en ne leur appliquant point à la lettre les règles communes.

L'article 96 du décret du 4 juillet dit bien que le décret du 14 décembre 1810 concernant l'ordre et la discipline des avocats sera mis à exécution le plus tôt que faire se pourra, mais bien des obstacles vont s'opposer à ces exigences.

On sera forcé d'accepter et de comprendre sur le tableau des avocats de Hambourg, en dehors des juges suppléants, hommes de loi, ceux encore qui avaient fait

dans les anciennes universités ou écoles le temps d'étude et subi les examens nécessaires d'après les lois du pays pour être habiles à exercer cette profession, sauf un nouvel examen sommaire (décret impérial du 9 décembre 1811. B. 408).

« Les motifs de cette exception, écrit de Serre au duc de Massa dans une lettre du 19 novembre 1811 (1), consistent principalement dans l'usage général et constant, en Hanovre et en Prusse, de n'admettre les jeunes gens qui avaient fait leur droit aux emplois judiciaires, qu'après plusieurs examens subis d'époque en époque devant les anciennes cours, ce qui leur avait fait contracter l'habitude de se faire graduer. » Or, ces *gradués*, suivant depuis longtemps la carrière du barreau et reçus près des anciens tribunaux, alléguaient à l'appui de leur demande la longue profession de leur état. Il était équitable de la leur conserver et il importait en outre de prendre une solution rapide, car tout retard nuisait à l'expédition des anciennes affaires, ces jurisconsultes attendant pour les réintroduire que leur sort soit décidé. C'est à ces besoins que répondaient les dispositions précitées.

Pour les avoués et les huissiers les mêmes remarques sont à faire. Jusqu'à ce qu'il ait été pourvu aux nominations qui devaient être faites par l'empereur sur les listes de présentations transmises au grand juge, on était

1. Corresp., *op. cit.*, t. I, p. 201.

obligé d'en commettre provisoirement qui ne remplissaient pas toutes les conditions requises. (Cf. art. 114 du décret du 6 juillet 1810.) Pour ne point imposer aux parties intéressées l'ennui de ces longues formalités administratives, il fut admis que les premières nominations d'avoués, huissiers ou notaires seraient faites parmi ceux qui auraient rempli auparavant des fonctions semblables ou analogues dans les tribunaux ou offices supprimés (art. 100 et 103 du décret précité du 4 juillet 1811).

Une question étroitement liée au fonctionnement des offices ministériels est celle des vacations, droits et salaires qui leur sont alloués par les parties ayant recours à leur ministère. A ce sujet, le paragraphe 1^{er} de l'article 1 du décret du 16 février 1807, réglant la matière, était étendu sans modification à la cour impériale de Hambourg où il était déclaré applicable.

Il semble bien que ce ne fut pas sans inconvénient et qu'il y eut à cet égard plus qu'une coupable complaisance de la part des magistrats dépendant de la cour pour les officiers ministériels soumis à la taxe.

La lettre suivante (1) adressée à M. Fels, président du tribunal de Hambourg, en fait foi surabondamment. « Je dois vous prévenir, M. le Président, d'abus graves en matière de taux et dépens qui se sont introduits dans

1. Corresp. *op. cit.* lettre du 21 novembre 1812 t. I p. 241

le tribunal que vous présidez. A combien de parties déjà ces abus n'ont-ils pas porté préjudice, la plupart des causes et toutes celles du commerce étant sommaires, et combien sont-ils propres à discréditer dans l'esprit des peuples l'administration de la justice ! Ces fâcheux résultats retombent sur la conscience des magistrats qui n'ont point exécuté la loi ; et comme la mienne ne me permettrait pas de rester dans l'inaction, je vous invite, M. le Président, à donner connaissance de ma lettre à tous MM. les juges du tribunal de Hambourg chargés de la liquidation des dépens, et à prendre tant auprès des avoués qu'ailleurs toutes les mesures qui réprimeront promptement et sans retour des contraventions aussi criantes ».

Une réprimande de cet ordre est, on le reconnaîtra, un indice des plus graves défauts dans le personnel d'une compagnie judiciaire. Des magistrats de cette sorte faisaient un singulier renom à la justice rendue au nom de la France et ne contribuaient guère à faire aimer nos institutions.

En fin de cet exposé, nous indiquons pour mémoire l'organisation de la police judiciaire à Hambourg. Elle n'y présentait au reste rien de particulier. On sait que sous le premier Empire la police d'État, police politique plutôt que police judiciaire était devenue une des administrations capitales du régime, et que cette police ressortissait même à un ministère spécial.

On trouve sans doute à Hambourg et dans les dépar-

tements hanséatiques, sous l'autorité du directeur général de police, des commissaires spéciaux de police dans les chefs-lieux de département. La gendarmerie des trois départements forme aussi une légion. Mais, l'une est plutôt un service de sûreté générale, au sens moderne de ces mots, l'autre est plutôt chargée de la police des armées. Elles ne concourent que faiblement, incidemment, à la recherche des crimes et délits et à l'exécution des jugements.

Le personnel est maintenant connu, il nous reste à le mettre en face des réalités, à le voir en action.

•

CHAPITRE III

LE FONCTIONNEMENT DE LA COUR IMPÉRIALE DE HAMBOURG L'ŒUVRE, LE RÔLE DU PREMIER PRÉSIDENT DE SERRE ET DE SES COLLABORATEURS

I. — La belle figure du comte de Serre domine toute cette histoire de la cour impériale de Hambourg. Il y joue le rôle le plus important et réalise le type achevé du magistrat par son intégrité rigoureuse, son élévation d'esprit, sa noblesse de sentiments et son zèle éclairé pour la justice. Il importait de mettre en lumière d'une façon toute spéciale l'homme qui « sans manquer à ses devoirs de Français et aux obligations les plus strictes de sa charge, ne négligea rien pour adoucir ce que la domination étrangère a toujours de cruel. » Ce résultat qu'il réussit à obtenir est la caractéristique de son œuvre, nous en donnerons immédiatement pour preuve, avant d'entrer dans quelques détails biographiques, cette adresse que lui remirent à l'issue d'un procès les avocats de Hambourg, le 15 décembre 1811 (1).

1. Corresp., *op. citat.*, tome I, introd., p. XI.

Monsieur le Premier Président,

Par la manière dont vous avez dirigé les débats et par la sentence que vous avez rendue dans le procès intenté à MM. XXX, et terminé hier, vous avez donné des bases encore plus solides à l'estime que nous éprouvons pour l'esprit dans lequel vous exercez vos hautes fonctions. Vous avez produit la même impression sur tout le public qui s'intéresse à cette affaire. Nous avons supposé que la simple et franche déclaration d'un tel résultat causerait de la joie à votre cœur et que vous apprendriez avec plaisir que vous êtes personnellement apprécié par vos nouveaux concitoyens. »

Cet aperçu donné, passons à l'homme.

Pierre-François Hercule de Serre naquit à Pagny, près Pont-à-Mousson, le 12 mars 1776. Son père, officier de cavalerie, le destina de bonne heure à la carrière des armes. Il venait de sortir de l'école militaire de Pont-à-Mousson en qualité d'aspirant au corps royal de l'artillerie quand la Révolution éclata. Tout dévoué à la cause des Bourbons, il émigre, se rend à Coblenz, puis sert dans l'armée de Condé. Il rentre en France à la faveur de l'amnistie de 1801, s'établit à Metz où il s'adonne à l'étude du droit, se fait inscrire au barreau de cette ville où son remarquable talent de parole le met tout de suite en évidence.

« Le 22 novembre 1810, dit M. Vacherot (1), il appre-

1. Séances et travaux de l'Académie des Sciences morales et politiques, année 1881, p. 725.

nait que la surveillance de la police avait cessé de peser sur lui, et le 28 février 1811, il apprenait sa nomination au poste d'avocat général près la cour impériale de Metz. Trois mois avaient suffi pour faire du surveillé de la police un organe de la Justice. »

Quelques mois après, à la date du 14 juillet 1811, la confiance du gouvernement l'appelait aux redoutables fonctions de premier président de la cour impériale de Hambourg. « Son Excellence, lui écrit-on le 17 juillet, a été dans le cas d'indiquer un Français d'origine sachant l'allemand. Il fallait un magistrat réunissant au dévouement prononcé pour le gouvernement de l'Empereur, la lumière, la délicatesse et les bonnes mœurs ; on ne pouvait mieux choisir..... Je présume que l'installation aura lieu vers le 20 août. »

Et lorsqu'il prit la parole pour la dernière fois devant la cour de Metz, le premier président de Gartempe s'adressa à lui en ces termes :

« Instruit déjà des principes du droit allemand, vous saurez à l'aide de l'esprit d'analyse que vous possédez éminemment descendre des principes généraux aux lois spéciales et aux usages locaux. Guidé par l'amour de la justice, vous apprendrez rapidement ce qu'il importe de savoir pour juger les contestations antérieures à la mise en activité de nos codes que vous ferez observer et aimer. »

Et il terminait sur un ton emphatique :

« Entraîné par mon attachement, par des sentiments

qui ne me permettent plus de mesurer toutes mes expressions, votre triomphe, notre séparation, l'espoir de l'avenir arrachent à l'enthousiasme de mon âme ces mots qui furent dans mon esprit à l'annonce de votre nomination :

Macte animo, generose puer.

Plus de souhaits à former, les cieux sont ouverts :

Sic itur ad astra ! »

Arrivé à Hambourg le 13 août, de Serre s'occupe aussitôt de prendre toutes les mesures que nécessite l'organisation extérieure de la cour, des tribunaux et de leurs dépendances. Quelques jours après avait lieu l'installation de la cour.

« La Cour Impériale de Hambourg a été installée hier (1), dit le *Moniteur universel* du mardi 27 août, par M. le Conseiller d'Etat Faure, membre de la Commission du gouvernement, que le décret du 14 juillet nomme commissaire de cette installation.

« Après la lecture du décret qui nomme les membres de la Cour Impériale, l'appel nominal de ces membres a été fait et ils ont prêté serment. Ensuite MM. le commissaire, le procureur général et le premier président ont successivement prononcé un discours analogue à cet événement mémorable ».

Tous les instants du premier président de Serre sont dès ce moment absorbés par les devoirs de ses hautes

1. Le 20 août, Communiqué de Hambourg le 21 août.

fonctions. Il s'applique au choix ardu des magistrats du ressort avec des préoccupations de l'ordre le plus élevé ; il s'astreint en outre à surveiller le fonctionnement des diverses chambres de la cour, il veut tout voir, tout apprécier. « J'aurai encore assez d'ouvrage écrit-il à sa mère, avec la cour spéciale extraordinaire et la chambre d'appel de police correctionnelle que je veux présider dans le commencement ».

Grâce à ces diligences de tous les instants il voit l'organisation de la cour se disposer au mieux. La rentrée de novembre 1811 est fort brillante, écrit-il « le prince, une foule de généraux, l'amiral, les conseillers d'Etat, etc... ; les avocats et les militaires juges des cours spéciales ont été reçus au serment, j'ai pensé devoir clore la séance par un discours, j'avais choisi pour sujet : « De la destination des cours impériales. » Ce sujet me fournissait l'occasion, en développant nos attributions et nos devoirs, de tracer aussi ceux des agents qui doivent concourir à notre but et surtout ne pas l'entraver, de marquer fortement des limites et des subordinations que les institutions nouvelles sont trop portées à méconnaître ; cette espèce de profession de foi publique était préparée par la conduite que nous avons tenue dans différentes circonstances, ce m'avait semblé nécessaire pour fortifier l'effet ».

Le souci constant de M. de Serre est celui de la dignité du corps qu'il dirige, et la précieuse correspondance à laquelle nous devons tant de vues intéressantes

et de détails typiques nous en fournit maints exemples.

C'est ainsi qu'à propos d'une réprimande adressée au président du tribunal de 1^{re} instance de Nienbourg (Bouches-du-Weser), il saisit l'occasion qui s'offre à lui d'éclairer pour son subordonné un point capital de doctrine; il le fait avec sa hauteur de vues habituelles.

Les juges de ce tribunal, ayant fait une fausse application de l'article 107 du Code pénal aux pères qui recèlent leurs fils conscrits réfractaires, et violé par certaines dispositions l'article 235 de ce code avaient reconnu leur erreur dans une lettre adressée au préfet des Bouches-du-Weser en le priant de ne les en point blâmer. « Les tribunaux, rappelle de Serre dans sa lettre (1), doivent s'efforcer d'appliquer dans leur véritable esprit les lois et les décrets de Sa Majesté; mais une fois que leurs sentences sont portées, ils doivent s'en rapporter aux autorités supérieures pour rectifier les erreurs qui peuvent s'y rencontrer. Si même par malheur leur conduite méritait une censure particulière, ils devraient l'attendre de leurs supérieurs dans l'ordre hiérarchique, sans descendre à des supplications envers une autorité collatérale de laquelle ils ne relèvent aucunement. »

C'est ainsi que durant les deux premières années du fonctionnement de la cour, dans le travail utile d'adaptation des magistrats à leurs fonctions nouvelles il guide

1. *Correspondance op. cit.*, tome I, page 224.

l'inexpérience de ses collaborateurs et s'attache à faire respecter les principes fondamentaux des constitutions de l'empire et l'esprit de ses codes.

Mais un revirement complet va se produire dès les premiers jours de l'année 1813, et la correspondance du premier président de Serre, pieusement recueillie par les soins de son fils, est le reflet fidèle des inquiétudes et des agitations qui vont naître.

Les événements politiques ont une répercussion sensible sur le fonctionnement de la cour elle-même. La retraite de Russie est le prologue du désastre final qui doit tout submerger. Or malgré les vigilances de l'administration impériale les nouvelles alarmistes circulent de bouche en bouche. On sait, par des libelles officiels répandus jusqu'au fond des provinces, et les événements de Moscou et les lamentables péripéties de cette retraite.

Napoléon a abandonné son armée mutilée aux soins de Murat, il a rejoint Paris le 18 décembre 1812. Les populations soumises, apaisées en apparence mais contenues simplement par le simple ascendant de la force, commencent à reprendre espoir ; des sociétés secrètes de protestataires agitent les esprits qui se réveillent de leur torpeur.

L'heure n'est plus aux discussions théoriques ; l'œuvre à peine ébauchée est minée à sa base .

C'est alors que la cour, dans une patriotique délibération, préparée sans doute par les membres Français

d'origine, arrête de faire à l'empereur une offre de dix chevaux (janvier 1813).

L'instant est critique et pour le régime épuisé par l'état de guerre perpétuel, et pour ses possessions agitées par les factions des patriotes. Les symptômes de cet état ne vont pas tarder à se manifester.

Le 24 février, à la nouvelle prématurée de l'entrée des Russes dans Berlin et de leur arrivée prochaine à Hambourg, la population se révolte et se livre aux pires désordres. La faible garnison de la ville est débordée, on mande en hâte un bataillon de Lubeck (1) ; une garde bourgeoise s'organise, mais l'émeute gagne du terrain ; les postes et lignes de douanes sont forcés, la police paralysée et toute autorité annihilée. On fait appel aux troupes étrangères pour rétablir l'ordre ; deux bataillons danois viennent au secours de nos soldats, mais ce ne sont là que mesures d'extrême nécessité pour tenir tête à l'insurrection grandissante, « on ne peut compter sur les troupes étrangères ou sur les habitants armés (2) que pour dissiper les attroupements ou repousser les voies de fait, mais peu ou point pour appuyer avec la vigueur nécessaire le rétablissement des institutions répressives attaquées, la punition des délits commis ».

Les résultats des poursuites ordonnées par le procu-

1. Voir pour les détails sur l'insurrection d'Hambourg, d'Eckmühl, marquise de Blocqueville : *Le Maréchal Davout raconté par les siens et par lui-même*, 4 vol. Paris, 1880. Didier édit.

2. *Corresp. op. cit.*, rapport au duc de Massa du 24 février, p. 244.

reur général contre les auteurs des dévastations et des désordres commis paraît des plus problématiques ; cependant le cours de la justice n'a pas été interrompu un seul instant et tous les magistrats de la cour sont restés fidèles à leur poste.

A ces séditions intestines correspondent de graves périls suscités par les ennemis du dehors. Les Russes font des progrès marqués dans leur marche en avant vers Hambourg qui avec sa pauvre défense sera une proie facile. Les scènes tumultueuses du 24 se renouvellent aux environs, à Lubeck, à Stade ; les autorités françaises se voient contraintes de quitter leurs postes si elles ne sont violemment expulsées. « Les tribunaux ont fait bonne contenance (1), celui de Stade mérite d'être cité avec éloge. Au milieu du désordre, le président, M. Rapp, seul Français resté à Stade, les juges, les avocats, avoués, huissiers, se sont mis à la tête des bons bourgeois et sont parvenus à dissiper les attroupements et à repousser les paysans qui arrivaient, se joignaient au bas peuple et prenaient part au pillage.

« L'arrondissement de Stade a été mis en état de défense, mais il a fallu à défaut de forces abandonner aux habitants mêmes l'exécution de cette mesure ». On le voit, la situation était des plus critiques.

Aussi dès le 3 mars le général Carra de Saint-Cyr, commandant la 32^e division militaire invite-t-il toutes

1. Corresp., *op. cit.*, t. I. Rapport au duc de Massa du 8 mars 1813, p. 252.

les autorités relevant de la cour à se retirer dans le Holstein, avec leurs familles, ne pouvant protéger leur retraite, et le comte de Lauriston, général en chef de l'armée d'observation de l'Elbe ordonne de « tout préparer pour évacuer au premier moment Hambourg et la rive droite de l'Elbe avec toutes les autorités civiles ». « Nous avons pensé, dit M. de Serre, que ces mots ne devaient s'entendre que des fonctionnaires français d'origine. »

Que va-t-il advenir de la Cour en ces péripéties mouvementées ? quel sort lui est réservé ?

Le premier président va se retirer vers le Holstein. « J'ai pensé pouvoir le faire, explique-t-il au grand juge (1) d'autant mieux que le comte de Lauriston charge le général Saint-Cyr de remettre Hambourg aux Danois, ce qui nous assure la bonne intelligence qui règne entre nous et ces alliés ; qu'ainsi je pourrais être à portée de continuer mes fonctions sous leur protection, ce qui pourrait être possible et que Votre Excellence jugera sans doute convenable, ou au moins de les reprendre au premier succès de nos armées qui nous rendra la possession de ce pays. » et plus loin : « s'il faut m'absenter, je recommanderai à la cour impériale de continuer, autant que les circonstances le permettront, l'administration de la justice, et j'indiquerai toutes les mesures nécessaires pour la conservation des greffes et des dépôts. »

1. Rapport du 18 mars 1813.

Le procureur général, M. Eichorn a déjà quitté Hambourg pour Osnabruck, après avoir pris les mesures nécessaires pour assurer le service du parquet ; il attend les événements. M. de Serre l'y rejoint quelques jours après lorsque l'évacuation est devenue effective, c'est-à-dire le 12 mars au matin. Il a abandonné sa compagnie nous dit-il, après avoir remis ses fonctions au plus ancien président de chambre M. Jochmus, les avoir tous exhortés à continuer avec fermeté à administrer la justice et leur avoir donné toutes les indications que sa prévoyance a pu lui suggérer.

On conçoit, dans une situation aussi troublée quelles peuvent être l'incertitude et le désarroi d'autorités livrées à elles-mêmes, sans ordre pour les couvrir. On imagine également quelles pertes et quels inconvénients peuvent amener de semblables troubles. « Quand bien même, écrit de Serre, le gain de quelques batailles remettrait nos affaires, notre ouvrage est à recommencer en grande partie, et il sera beaucoup plus difficile, la confiance réciproque étant détruite ».

Napoléon dans son inlassable activité veille à tout au milieu des plus pressants soucis. Il s'enquiert du sort de la cour de Hambourg et enjoint au grand juge (1) de mander au procureur général près ladite cour qu'il est convenable que celle-ci se transporte à Brême, ceci en date du 25 mars. On ne veut point voir de fonctionnaires fugitifs en France, il faut que tous restent à

1. Cf. Correspondance de Napoléon 1^{er}, t. XXV, p. 136.

leur poste, ou aillent rejoindre celui qui leur est assigné, même les magistrats du pays, qui ne pourront ou ne voudront peut-être se conformer à cette décision,

« J'ai prévenu son Excellence, écrit le procureur général Eichorn (1) que j'irai jusqu'où je pourrai car je ne veux m'exposer ni à être insulté par les insurgés ni à être pris par l'ennemi.

« On sait fort bien que nous ne ferons rien à Brème, ni en tel autre endroit du ressort où on pourrait se rendre. On fait dépendre nos mouvements de ceux des troupes.

« Le ministre qui n'a pas répondu à nos lettres nous avait abandonné le soin de prendre les arrangements utiles sauf à désapprouver si nos mesures n'avaient pas été trouvées conformes aux intentions du gouvernement. — Ah ! quand sortirons-nous de ce labyrinthe ! » De telles paroles sont bien symptomatiques de l'état d'esprit d'incertitude et du découragement inspirés par les appréhensions de la guerre et les troubles intérieurs, et elles ne sont que trop légitimes.

L'établissement provisoire de la cour à Brème est en effet extrêmement difficile à effectuer tant à cause de la cessation de toute communication avec Hambourg, qu'à raison des circonstances particulières où se trouvent les magistrats indigènes. Ces difficultés sont presque insurmontables, mais il faut exécuter les ordres

1. *Corr. et op. citat.*, t. 3, p. 265.

reçus. Ces ordres arrivés trop tard ne peuvent produire aucun effet utile. Tout le matériel, tout ou presque tout le personnel de la Cour est enfermé à Hambourg. Il est impossible dans ces conditions d'assurer le fonctionnement normal des tribunaux.

Le cours régulier de la justice est enrayé dans tout le ressort pour des motifs du même ordre. M. de Hartmann, conseiller à la cour impériale délégué pour présider les assises de Brême, lieu où doit se réunir la cour provisoire, n'a pu en cet endroit même accomplir sa mission. Les invasions de l'ennemi ayant intercepté toute communication, il en résultait une impossibilité absolue de réunir les témoins pour les affaires renvoyées à la cour qui se détermina par un arrêt du 20 avril à suspendre ses séances. Rien n'était à tenter dans cette voie avant le dégagement de Hambourg.

Sur ces entrefaites, des mesures de rigueur exceptionnelles étaient édictées contre les fauteurs de désordre et un régime spécial institué pour les départements de la trente-deuxième division militaire. Ce fut l'œuvre du sénatus-consulte du 3 avril 1813 (1) qui suspend pendant trois mois le régime constitutionnel, suspension qui fut prorogée pendant trois autres mois par le sénatus-consulte du 1^{er} juillet 1813 (2).

Un pouvoir discrétionnaire est accordé au général,

1. 4, Bull., 509, n° 9395.

2. 4, Bull., 494, n° 9088.

commandant en chef des départements de cette division, il peut faire des règlements et les faire sanctionner par des peines portées au Code pénal, suspendre et remplacer les fonctionnaires, imposer même comme peines des contributions extraordinaires sur les villes, communes, etc. en assurant leur recouvrement par les mesures usitées en pays ennemi. Davout investi de cette charge usa d'une extrême sévérité, mais on peut dire que cette sévérité était excusée par les nécessités de sa position. Innovation plus grave encore et tout aussi grosse de conséquences redoutables c'est que le décret rendu le 10 avril 1813 pour l'exécution des sénatus-consultes cités plus haut, transforme la justice criminelle. La juridiction d'arbitraire et d'exception qu'il substitue aux tribunaux répressifs de droit commun y est dénommée *Cour extraordinaire de justice* (1) ». Sur la présentation du grand juge on va nommer un lieutenant général de Justice et la justice criminelle sera désormais exercée par cette cour composée d'un président, 6 conseillers, 1 procureur général, 1 substitut, 3 conseillers auxiliaires, 1 greffier. L'ère de la répression à outrance avec les formes de légalité était ouverte.

Dès son arrivée à Brème, le baron Beyts, le nouveau lieutenant général de justice, chargé de présider la cour extraordinaire, en conformité des instructions du maré-

1. Pour les cours extraordinaires et cours spéciales. V. l'ouvrage de M. Esmein : *Histoire de la procédure criminelle*.

chal prince d'Eckmühl, gouverneur général, s'enquiert de la conduite de chacun, des fonctionnaires et des magistrats en particulier, sur leurs actes respectifs depuis l'évacuation de Hambourg.

A défaut de communication directe avec cette dernière ville et avant la rentrée on ne pouvait fournir sur les magistrats de la cour et leur attitude durant les troubles que des données bien imprécises. Les membres des tribunaux et les personnes assermentées près d'eux s'étaient-ils fait remarquer par leurs manifestations hostiles ou des actes de révolte caractérisés et prévus par le Code pénal ? On ne pouvait l'affirmer encore, mais il circulait d'étranges bruits qui donnaient à ces rumeurs une triste confirmation.

Si les quatre membres français de la Cour (premier président, procureur général, avocat général de Beckmann, greffier en chef) n'attendaient que le moment de reprendre leurs fonctions, si certains autres s'étaient retirés dans leur pays d'origine avec les mêmes intentions, les défections s'annonçaient nombreuses. Un conseiller de la cour impériale, M. de Zesterfleth, avait signé et répandu une proclamation dans laquelle il excitait les habitants de l'ancien duché de Bremen et Verden à entrer dans une légion qu'il levait pour le service de nos ennemis.

D'autres soupçons se précisaient. Le président de Serre s'étonne douloureusement de ces révélations : « Les crises politiques, dit-il, sont des épreuves trop fortes pour la

plupart des hommes et il paraît trop certain que plusieurs des nôtres sont devenus coupables : voilà ce qui me donnera de véritables chagrins, car ma destinée personnelle ne me cause point de sollicitude. »

En attendant que ces soupçons reçussent une confirmation plus précise, on avait installé la cour spéciale.

Et tout de suite on saisit que cette juridiction nouvelle porte ombrage aux magistrats de la cour impériale, jaloux de leurs prérogatives.

C'est l'avocat général de Beckmann-Schore qui ouvre le débat :

« Il me semble, dit-il, que plusieurs questions importantes sur les attributions réservées implicitement à notre compagnie demeurent encore indécises et qu'elles doivent l'être même dans l'esprit de M. le lieutenant général de justice qui n'a pu les prévoir toutes. Il me semble que notre devoir est de ne pas nous en laisser dépouiller par notre inaction. »

C'est le procureur général Eichorn qui trouve singulier d'être invité à l'installation de la cour spéciale ; et de figurer à cette occasion comme « témoin d'une fête qui n'est pas, dit-il, célébrée en notre honneur et gloire ».

Le compte rendu de l'installation de la cour spéciale est lui-même précieux en ce qu'il montre nettement le rôle des cours spéciales et l'idée qu'on se faisait de la mission qui leur était confiée. « Hier, écrit M. de Beck-

mann (1) s'est faite (2), par M. le lieutenant général de justice, au palais de la Cour d'assises, l'installation de la cour extraordinaire, en robes rouges. » Dans son discours l'installateur exposant le but de sa charge parle notamment « de la nécessité d'une magistrature forte et impassible qui préserve des horreurs de l'anarchie les tribunaux de la 32^{me} division militaire » ; et peignant, dans le plus grand détail la honte et les crimes de plusieurs des magistrats de ces contrées « les uns transfuges, armés contre leur patrie, provocateurs manifestes de rebellion, s'avilissant au vil métier de recruteur, les autres tournant contre leur souverain l'autorité qu'ils avaient reçue en son nom, ou organisant dans leur patrie des Gouvernements ennemis » il expose la nécessité, vu l'état de dispersion des membres de la cour impériale, d'élire de nouveaux magistrats dans une compagnie célèbre à plus d'un titre et parmi des hommes qui présentent des droits si nombreux à l'estime et à la confiance publiques.

Il annonce que cette cour, qui remplace provisoirement la cour impériale, mais qui ne peut comme elle faire dépendre dans ces circonstances difficiles, sa conviction de l'opinion d'un jury, que cette cour ne se plairait à ne voir de coupables que dans les auteurs de faits positifs, mais qu'inexorable envers ceux-là, elle ne souffrirait pas que la rigoureuse exécution de la loi

1. Correspond. *op. citat.*, t. 1, p. 323, lettre du 25 mai 1813.

2. A Brème.

fût tempérée par d'autres moyens que le recours à la clémence de l'empereur (1), recours dont l'emploi était réservé au général en chef et au lieutenant général de justice.

Quelques jours après, le 30 mai, grâce à une opération hardiment conduite par Vandamme (2) nos troupes rentrèrent à Hambourg. Le prince d'Eckmühl y rappelait aussitôt tous les membres de la cour impériale.

Une suspension d'armes de deux mois conclue à Pleiswitz le 4 juin, laissant quelque calme aux esprits, on peut enfin songer à rétablir la Cour impériale dont l'existence n'a été que nominale durant trois mois et demi, sauf des changements à opérer dans le personnel, des destitutions des sujets indignes de leurs charges. D'autre part, le décret du 10 avril suspendant le régime constitutionnel et créant la Cour extraordinaire enlève à la Cour impériale ses attributions en matière répressive.

Par délibération transmise au grand juge par le procureur général, il est arrêté une répartition des membres de la chambre des appels correctionnels, désormais sans fonctions, dans les trois autres chambres. Et malgré ce

1. Napoléon, qui avait ordonné au prince d'Eckmühl de tirer une cruelle vengeance du soulèvement des villes hanséatiques sur les représentations du maréchal, consentit par la suite à ne leur imposer pour unique châtimement que de fortes contributions.

V. Thiers : *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XV, p. 533 et t. XVI, p. 41.

2. Voyez pour les détails : *Le Général Vandamme et sa correspondance*, par du Casse, t. II, p. 463-464.

resserrement des cadres, il reste à peine assez de magistrats pour subvenir aux besoins du service.

C'est que, au siège de la Cour comme dans les tribunaux du ressort, il a fallu procéder à une épuration rigoureuse, et quant aux remplaçants, ils sont plus que difficiles à trouver. Comment en effet déterminer des hommes à se transporter dans un pays où ils peuvent au premier jour se trouver placés entre les séditeux et les ennemis. Il faudrait comme candidats, des Français d'origine ou anciennement réunis qui apportent « un ascendant moral de science et de dignité » et la connaissance de la langue allemande, langue habituelle des tribunaux de ces départements. Mais pour décider à un tel changement ces sujets à trouver dans les ressorts des Cours impériales de : Colmar, Metz, Trèves et Liège où l'on parle aussi l'allemand, il faudrait des avantages honorifiques et pécuniaires, et les pouvoirs publics semblent peu disposés à entrer dans ces vues.

Et pourtant que de membres de la cour impériale, pour ne parler que d'elle seule, n'ont pu être rappelés à leurs fonctions, trois présidents de chambres, huit conseillers, deux conseillers auditeurs. Les uns comme le président Bartels ont été des députés de la municipalité de Hambourg au général Tettenborn ; après avoir avec cette municipalité abdiqué les pouvoirs reçus de la France, ce dernier avait provoqué le rétablissement de l'ancien Sénat, y était entré en sa qualité d'ancien Sénateur ; comme le président de Spilker, ancien bailli à

Hambourg qui sur les ordres des généraux russes et du ministre hanovrien reprend sa qualité de bailli, reprennent l'exercice de leurs anciennes charges : ce sont les conseillers Jæwisch, Brunnemann, Curtius, Degen, Boehmer, etc... Les autres comme les conseillers de Zesterfleth et Oldenbourg ont lancé des proclamations de révolte contre la France ou ont servi dans les armées ennemies.

On n'allait pas, au reste, souffrir longtemps de cet état de choses. Les jours de la cour sont maintenant comptés et elle ne pourra exécuter la décision de son assemblée de chambre du 25 août, fixant la première audience de la chambre des vacations au 7 septembre et l'audience de la rentrée de la cour impériale au 2 novembre.

Les événements se précipitent alors et tournent au grand désavantage de nos armes.

Malgré les victoires de Napoléon, les 26 et 27 août près de Dresde, la défaite de plusieurs de ses lieutenants détruit ses vastes combinaisons.

Davout est enfermé dans Hambourg vers le mois de septembre et dès le mois de novembre privé de toute communication avec la France. L'invasion des troupes de la coalition fait des progrès incessants, Brême a capitulé le 15 octobre et les départements hanséatiques sont évacués par nos fonctionnaires de tout ordre.

« Le maréchal Davout demeure inébranlable dans Hambourg et y soutient un siège mémorable, résolu à

tenir tant qu'il aura des soldats, des munitions et des vivres... Il avait près de 40.000 hommes de toutes armes... Ne reculant pas devant le mal nécessaire, il avait fait évacuer les maisons à démolir, renvoyé 20.000 habitants sur 80.000 pour ne s'être pas munis de vivres... Dans divers combats il avait tué 7 à 8.000 hommes au général Benningsen qui avait fini par le laisser en repos.

Dans cette formidable attitude assailli par les armées Russe et Allemande, Davout tint huit mois entiers sans recevoir un ordre ni une nouvelle de son pays » (1).

Cette résistance acharnée avait exaspéré les monarques Allemands. Napoléon venait d'abdiquer le 6 avril et le comte de Provence frère de Louis XVI avait été appelé au trône par le Sénat. Davout passait donc de par son obstination pour un partisan irréductible de l'Empire. « Il n'avait pas hésité à tirer sur le drapeau blanc parce qu'on le lui avait montré à côté du drapeau Russe, et c'étaient là des actes, qui même sans une grande intolérance le rendaient inacceptable pour le gouvernement de Louis XVIII. Le général Gérard fut envoyé à Hambourg pour le remplacer (2). »

Durant ce triste hiver, la cour impériale n'a plus eu qu'une existence nominale. Une lettre du président de chambre de Goldbeck, en date du 24 mai 1814, nous

1. Thiers. *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XVIII, p. 12-15.

2. Thiers. *Histoire du Consulat et de l'Empire*, t. XVIII, p. 57.

fait assister à ses derniers jours. Il retrace à M. de Serre la dure existence des magistrats restés dans la ville bloquée, sans ressources, sans appointements, sans nouvelles du dehors.

« La cour jadis si nombreuse a été réduite à bien peu de chose, dit-il. MM. Horn, Stackemann, Schmidt, Gramberg, de Pape, de Kielmansegge, de Hartmann, Kettler, Lüder, Schabe et Rumann ne sont pas revenus après les vacances.

« MM. Niehle, Muller et Falke ont disparu peu avant le blocus, dans les mois de novembre et de décembre. Enfin, MM. Rosenthal, Kneissen et Goessel sont partis en mars et en avril du consentement du prince d'Eckmühl parce qu'ils ne pouvaient plus subsister (1). »

La cour réduite à quatre conseillers, un avocat général, le greffier et deux commis n'a pu fonctionner que rarement pendant le siège et en se complétant par des avocats. Son rôle, sous ce régime militaire absolu avec la loi martiale souveraine est forcément des plus restreints. C'est alors qu'on voit Davout réquisitionner de fortes sommes à la banque de Hambourg pour l'entretien de ses troupes.

L'heure n'est plus à l'application d'une justice régulière.

Enfin comme le maréchal, resté debout et invaincu,

1. Corresp. *op. cit.*, t. 1, p. 495.

rendait sur un ordre formel de Louis XVIII, la place confiée à son honneur, toutes les institutions, conséquence de la domination française, avaient vécu.

La cour impériale de Hambourg a cessé d'exister.

CHAPITRE IV

DE LA JURISPRUDENCE DE LA COUR IMPÉRIALE DE HAMBOURG ET DES TRIBUNAUX DU RESSORT LA COUR PRÉVOTALE DES DOUANES.

I. — Une étude approfondie des arrêts de la cour impériale et des jugements rendus par les tribunaux du ressort dépasserait le cadre de ce travail. Il nous a paru préférable de nous borner à préciser les difficultés rencontrées dans la solution des litiges pendants devant les juridictions supprimées et revenant devant les nouvelles ; à indiquer aussi certaines espèces caractéristiques qui se présentaient plus spécialement dans les pays conquis.

Sur le premier point, le décret maintes fois cité du 4 juillet 1811 avait prévu la plupart des cas embarrassants et avait pris soin d'éclairer les magistrats en élucidant les questions les plus importantes. Son chapitre XIV presque en entier, est en effet consacré à « l'application des lois anciennes dans le département des Bouches-de-l'Elbe, des Bouches-du-Weser et de l'Ems-Supérieur. »

Notons en passant que le principe de la non-rétroactivité des lois inscrit en tête du code Napoléon, faisait un devoir aux juges de tenir compte aux parties des droits civils résultant des lois et conventions antérieures à la mise en activité de ce Code. Lors donc qu'ils auront à statuer sur des différents où les règles abrogées seront invoquées, leur ligne de conduite est nettement tracée. L'article 149 section première, chapitre XIV du décret du 4 juillet est en outre très explicite. « Les droits civils, y est-il inscrit, résultant des lois et usages en vigueur dans les départements des Bouches de l'Elde, des Bouches du Weser et de l'Ems-Supérieur, ainsi que ceux résultant des actes et conventions d'une date certaine antérieure à la mise en activité du Code civil dans les dits départements, sont et demeurent assurés aux parties, *même en ce qu'ils auraient de contraire aux dispositions dudit code, et lors même que la jouissance de ces droits ne s'ouvrirait qu'après sa mise en activité.* » Ce texte, comme on le voit, ne laisse place à aucune ambiguïté.

Nous allons voir cependant qu'on apporta à cette règle générale quelques modifications dans le détail desquelles il convient d'entrer. Prenons à cette fin quelques espèces.

En ce qui concerne les droits respectifs des époux et de leur enfants on décide pour ceux de ces époux mariés avant la mise en activité du Code civil, encore que la dissolution du mariage n'arrive qu'après cette époque, que ses droits seront réglés d'après leur contrat de ma-

riage. Cette décision est conforme au principe posé, mais *quid* s'il n'y a pas de contrat ? En ce cas, on se montre fort libéral, et les droits des époux seront réglés *conformément aux lois sous l'empire desquelles le mariage aura été célébré*.

Un usage fort répandu dans ces départements était le suivant, en cette matière de conventions matrimoniales, c'était d'établir la communauté de tous biens entre les époux, communauté qui se continuait entre le survivant et ses enfants et même ceux de son conjoint. Au cas où cet époux survivant contracterait un nouveau mariage, le décret du 4 juillet 1811, décide (art. 151) que la communauté sera considérée comme dissoute du jour du nouveau contrat et que le partage en sera réglé, *d'après les anciennes lois*, entre toutes les parties intéressées. Une disposition additionnelle dit en outre : la nouvelle communauté contractée par le survivant ne pourra être réglée, et sa succession partagée, que conformément aux règles du Code civil, et *sans que* les enfants de ce lit qui voudraient prendre part à ladite succession soient tenus de rapporter la portion qu'ils auraient eue dans la première communauté. On assure donc pleinement aux parties la jouissance de leurs droits antérieurs et on va même, nous venons de le voir, jusqu'à leur en maintenir les conséquences les plus extrêmes qu'ils en pourraient tirer pour parer aux difficultés futures.

Point de difficulté dans la fixation de l'état et des droits des enfants naturels. S'ils ne l'ont pas été par des actes irrévocables ayant une date certaine ou par des jugements passés en force de chose jugée avant la

mise en activité du Code civil, les tribunaux devront y pourvoir conformément aux dispositions de ce code.

En certains cas déterminés on ne devra même pas suivre dans la reprise des instances anciennes la procédure nouvelle. C'est ainsi que pour les demandes en divorce antérieurement faites, l'article 153 du décret du 4 juillet précise qu'elles continueront d'être instruites *d'après les anciennes formes* et auront leurs effets conformément à la loi existante lors de la demande.

Pour les testaments et autres dispositions de dernière volonté la même règle est adoptée. Lorsqu'ils seront d'une date certaine antérieure à la mise en activité du Code civil et qu'ils auront été faits dans les formes usitées dans le pays, ils devront être considérés comme valables *quant à la forme*. Une restriction pourtant : au cas où le testateur ne décède qu'après la mise en activité dudit code ils ne vaudront, *quant au fond*, que jusqu'à concurrence des avantages autorisés par ce même code.

Cette dernière spécification nous amène tout naturellement à la matière des substitutions, prohibées comme on le sait par le Code civil. Ici le décret du 4 juillet 1811 (art. 155) adopte une solution moins radicale. On ne peut, de par des considérations d'ordre public conserver tous leurs effets à ces dispositions. La substitution, faite antérieurement avant la mise en activité du Code civil, tiendra donc seulement au profit du premier appelé, né avant cette époque. Hors ce seul cas,

le grevé jouira des biens comme propriétaire incommutable.

Quant aux privilèges et hypothèques *sur les meubles*, acquis d'après les lois qui les autorisaient en ces contrées, ils conserveront leurs effets.

On voit par ces exemples combien la tâche des magistrats était facilitée dans la solution d'affaires civiles de cet ordre. On ne trouve du reste en ces matières, aucun arrêt de la Cour dans les recueils de jurisprudence de l'époque (Sirey) (1), et l'on ne voit pas dans les arrêts de la chambre civile de la Cour de cassation que certains de ces arrêts aient été infirmés. On peut donc en conclure que les procès intentés à propos de litiges de cette nature reçurent des solutions qui donnèrent toute satisfaction aux parties en cause, solutions conformes en outre à l'esprit des prescriptions du décret du 4 juillet 1811.

On pourrait dire, pour expliquer cette absence d'affaires au sujet de la conservation de droits antérieurs, (affaires jugées selon les lois du pays) dans les recueils d'arrêts de la cour suprême, que ces espèces ne pouvaient être soumises à sa censure. La Cour de cassation, en effet, n'a été établie que pour maintenir l'exécution des lois françaises dans les tribunaux français et les arrêts précités, rendus il est vrai par une cour française, mais sur des contestations qui ne devaient pas toujours être jugées suivant nos lois, ne pouvaient lui être dénoncés.

1. La collection Dalloz ne remonte qu'à 1845.

Ce raisonnement est complètement infirmé par un arrêt de la Cour de cassation, en date du 3 août 1812 (1).

Il est en effet résolu affirmativement par la Cour dans cet arrêt : « Que les jugements rendus en pays étrangers et entre des étrangers peuvent être dénoncés à la Cour de cassation en France, *si la partie du territoire sur laquelle ils devaient être exécutés a été réunie à l'Empire Français* avant l'expiration du délai accordé pour les faire annuler dans les pays où ils ont été rendus ? »

Cette décision va même au delà de notre hypothèse puisqu'elle a trait à des jugements rendus par des tribunaux étrangers et entre des étrangers. Or si ces jugements sont soumis à sa censure, *a fortiori* en devra-t-il être de même pour des jugements rendus par des tribunaux français entre des parties devenues françaises, par suite de l'annexion de leur territoire à celui de l'Empire, depuis l'origine de la contestation. Cette question, nous semble-t-il, ne saurait faire aucun doute, car, dans les cas que nous avons visés, les lois du pays réuni deviennent les lois d'une partie de la France (puisqu'elles conservent de par les décrets toute leur force pour maintenir les droits acquis sous leur empire) et la Cour de cassation doit maintenir ces lois, comme elle maintint pour les droits acquis avant le Code civil, les divers statuts auxquels l'Empire français était soumis.

1. Cf. *Journal des Audiences de la Cour de cassation ou Recueil des Arrêts de cette Cour*, par Denevers et Duprat, année 1812, p. 610 et suiv.

Il faut donc attribuer à des causes d'un autre ordre l'absence de décisions de la Cour de cassation sur les arrêts de la cour impériale de Hambourg dans ces matières des contestations sur les droits antérieurs solutionnés par elle.

Les sources auxquelles on peut puiser des renseignements sur la jurisprudence de la Cour sont heureusement abondantes *en matière criminelle* et ici nous trouverons plusieurs arrêts intéressants.

Nous en citerons immédiatement un relatif aux difficultés causées par l'admission de la concurrence des deux langues dans les tribunaux, les actes publics et privés, difficultés auxquelles nous avons déjà fait allusion dans un précédent chapitre.

Cet arrêt (1) (ch. crim. cass 13 août 1812) est ainsi conçu : « L'arrêt de la Cour de cassation qui casse l'arrêt d'une Cour d'assises à raison de la *traduction inexacte* du verdict du jury rendu dans une langue étrangère (en allemand) ne met point obstacle à ce que la Cour d'assises, saisie sur renvoi, prononce la même peine, après avoir substitué une traduction exacte à la traduction fautive et inexacte. »

Voici les circonstances à la suite desquelles avait été formé le pouvoir donnant lieu à l'arrêt ci dessus. Un précédent arrêt de la Cour de Cassation du 23 avril avait cassé et annulé celui de la Cour d'assises des

1. Pandectes françaises. — Pandectes chronologiques 1789 à 1886 par Ruben de Couder, t. I. 1789-1829 I, pages 130-131.

Bouches-du-Weser qui condamnait un sieur Luddeck Stubbe à cinq ans de réclusion, arrêt fondé sur une traduction inexacte de la déclaration du jury qui lui avait servi de base. De cette traduction insérée dans l'arrêt de la Cour d'assises il résultait que Stubbe n'avait pas été déclaré coupable de vol domestique prévu par l'article 386 du Code pénal, mais seulement d'abus de confiance, délit prévu par l'article 408 du même Code. — Or la Cour d'assises des Bouches-de-l'Elbe devant laquelle Stubbe avait été renvoyé pour qu'il fut fait une nouvelle application de la peine sur cette déclaration du jury, qui se trouvait irréfragable (1), a eu le droit décide la Cour suprême de prendre cette même déclaration dans le texte original et de substituer une traduction qui en rendit le véritable sens à la traduction fautive et inexacte sur laquelle avait été rendu l'arrêt de la Cour d'assises des Bouches-du-Weser.—La Cour de cassation rejetait donc par cet arrêt le pourvoi tiré du moyen de cette nouvelle traduction sur le vu de laquelle il avait été statué.

Nous trouvons encore, toujours à propos des difficultés survenues par suite de cette concurrence des deux langues l'annulation d'un arrêt de la Cour impériale de Hambourg en date du 22 décembre 1812 (2). Cette

1. Un arrêt de cassation ne peut porter aucune atteinte à la déclaration d'un jury.

2. Bull. des arrêts de la Cour de Cassation rendus en matière criminelle, t. XVIII, année 1813, p. 93, n° 37.

annulation intervenue sur le pourvoi du ministère public vise un arrêt de la cour de Hambourg, rendu sur une poursuite correctionnelle intentée contre un sieur Holst pour contravention en matière de garantie d'or et d'argent.

Nous y relèverons le moyen suivant, à savoir : qu'un procès-verbal dressé par un employé de l'administration des droits réunis et un employé du bureau de garantie, quoique régulier en sa forme et n'ayant pas été attaqué par l'inscription de faux, la cour impériale de Hambourg avait déclaré qu'il ne devait pas faire foi en justice ; que d'ailleurs *lecture n'en avait pas été faite en langue allemande* au prévenu, et d'après ces motifs avait renvoyé le sieur Holst des poursuites intentées à sa charge.

Ces espèces montrent mieux que tout commentaire les inconvénients du système. Il ne faudrait pourtant point les exagérer, car cette mesure était dictée par la situation même. De plus, comme le dit fort bien M. Denis (1). « La gêne causée par l'usage du français dans les tribunaux était plus que compensée par l'uniformité des lois, l'égalité de la justice et l'établissement de la procédure orale et publique. »

Nous citerons encore un genre d'affaires qui venait souvent devant les juridictions répressives des régions hanséatiques, nous voulons parler des poursuites inten-

1. Lavis et Rambaud. *Histoire générale*, t. 9, ch. XIV, « l'Allemagne napoléonienne et la Confédération du Rhin », p. 510.

tées aux gens coupables de recéler les conscrits réfractaires ; on conçoit combien les levées de troupes étaient impopulaires dans les régions annexées et quels subterfuges les jeunes appelés ne se faisaient pas faute d'employer avec la bienveillante complicité de leur entourage.

L'espèce que nous voyons ici est l'annulation par la Cour suprême, sur le pourvoi du procureur général de la cour impériale de Hambourg d'un arrêt rendu par ladite Cour le 20 février 1813, en faveur d'un sieur Bischoff (1).

Cet individu, traduit devant le tribunal correctionnel de Brème, à la requête du ministère public, était prévenu d'avoir reçu et gardé chez lui en qualité de serviteur à gages un sieur Bremer, conscrit réfractaire de l'an XII, jusqu'au 30 décembre 1812, jour de son arrestation. Par jugement du 15 février, il avait été condamné à 500 francs d'amende et un an d'emprisonnement.

Or sur appels respectifs du procureur général et du condamné, la cour, après avoir reconnu la vérité des faits énoncés dans la plainte avait néanmoins réformé le jugement et déchargé Bischoff des condamnations prononcées contre lui par deux motifs : le premier que cet individu avait suffisamment rempli ce qui est prescrit par l'article 5 de la loi du 24 brumaire an VI, en avertissant Bremer de se procurer une expédition de son

1. *Bull. arrêts, Cass.*, tome XVIII, année 1813, p. 487, n. 197.

acte de naissance et de le représenter à la municipalité, le deuxième que la loi de brumaire an VI *n'était pas encore en vigueur* en ce pays à Pâques 1811, le jour où Bischoff reçut Bremer à son service.

La Cour de cassation estima que ces deux motifs étaient ouvertement contraires à ladite loi : le premier en admettant une excuse qu'elle n'a pas autorisée, le deuxième en dispensant de son exécution après qu'elle a été mise en activité.

Ces quelques exemples montreront certaines causes bien spéciales aux pays conquis. Pour d'autres difficultés qui surgirent devant les tribunaux appelés à former leur conviction sur le vu d'actes sous seing privés non enregistrés et passés avant l'annexion, à sévir contre des individus qui jusqu'alors n'avaient eu ni nom ni prénom fixes, comme elles se représentaient souvent il fut statué sur ces cas spéciaux par des décrets y relatifs (1).

Nous venons de voir l'œuvre de la cour impériale de Hambourg en ce qu'elle a de particulier, de local ; passons maintenant, pour être complet, à l'étude d'une juridiction voisine et indépendante : la cour prévôtale des Douanes.

II. — Le décret du 24 janvier 1812 (2) porte créa-

1. Voir décret du 17 juillet 1812 (4, *Bull.* 441 n° 8127, Duvergier, t. 18 p. 163 ; décret du 12 janvier 1813 ; (4 *Bull.* 472, n° 8609) ; Duvergier, t. 18 p. 218.

2. 14, *Bull.* 419 n° 7651. — Duvergier : t. 18 p. 115,

tion d'une cour prévôtale à Hambourg et de deux tribunaux ordinaires des douanes, l'un à Hambourg et l'autre à Lunebourg.

Disons tout de suite que ces tribunaux étaient chargés de la répression de la fraude et de la contrebande en matière de douanes. Institués par un décret du 18 octobre 1810 (1), ils devaient aux termes mêmes de ce décret cesser d'exister à la paix générale. — Ce sont donc des juridictions de circonstance, et il faut bien le dire aussi, des juridictions de grande exception.

Les cours prévôtales étaient composées d'un président militaire, le grand prévôt des douanes, de huit assesseurs civils au moins, d'un procureur général, d'un greffier et d'huissiers selon les besoins du service.

Elles connaissaient exclusivement à tous autres tribunaux tant du crime de contrebande à main armée que du crime d'entreprises de contrebande, contre les chefs de bande, conducteurs ou directeurs de réunions de fraudeurs, contre les entrepreneurs de fraude, les assureurs, les intéressés et leurs complices dans les entreprises de fraude. Elles connaissaient également des crimes et délits des employés des douanes dans leurs fonctions.

Dans ces divers cas les *arrêts définitifs* qu'elles rendaient après un jugement de compétence confirmé par la cour de Cassation, n'étaient pas sujets au recours en

1. Dalloz : *Répertoire*, t. 17, p. 513 et suiv.

Cassation. (art. 5), (1). Elles prononçaient donc en dernier ressort.

Notons qu'elles connaissaient en outre de l'appel des jugements rendus par les tribunaux ordinaires des douanes et que les arrêts rendus sur ces appels étaient sujets au recours en cassation. Elles devaient instruire et juger les affaires de leur compétence conformément aux dispositions du Code d'instruction criminelle (art. 6 al. 2 ; art. 10 et 13 al. 6).

Une particularité curieuse de cette institution est le costume de ses membres minutieusement réglé par un décret du 17 mars 1811 (4, Bul., 357, n° 6577).

Aux termes de ce décret les grands prévôts des cours de douanes devaient porter dans l'exercice de leurs fonctions et dans les cérémonies publiques, l'habit noir de velours ou de soie, suivant saison, l'écharpe en ceinture de soie cramoisie à frange d'or, la cravate de dentelle, le chapeau à plumet noir, et l'épée. — Quant aux assesseurs et procureurs généraux près ces cours ils devaient porter des robes de soie noire et la ceinture de soie cramoisie.

Un autre décret du 1^{er} juin 1811 (2) fixe le rang des cours prévôtales et celui des tribunaux ordinaires des douanes dans les cérémonies publiques. On y voit, qu'au

1. Voir sur les Cours prévôtales : *Journal du Palais, Répertoire général*, t. III, p. 524-525. — Chéruel, *Dictionnaire des Institutions de la France* et Esmein, *Histoire de la Procédure criminelle*, op. cit.

2. 4^e Bull., 372 n° 6856.

cours de ces cérémonies les grands prévôts prennent rang après les évêques et avant les commissaires généraux de police, les membres des cours prévôtales entre les conseils de préfecture et les tribunaux de première instance qui précèdent eux-mêmes les tribunaux ordinaires de douanes.

Le fonctionnement de la cour prévôtale de Hambourg ne donne lieu à aucune remarque particulière, sauf un incident, lors de son installation, que nous trouvons relaté dans une lettre de M. de Serre au duc de Massa en date du 15 juin 1812 :

« Je me fais un devoir, écrit il, de rendre tout de suite compte à Votre Excellence de l'installation de la cour prévôtale de Hambourg qui a eu lieu aujourd'hui à une heure de relevée, conformément au décret de Sa Majesté qui me commet pour cette installation. Elle s'est faite en présence de toutes les autorités de cette ville convoquées à cet effet, avec toute la solennité qui doit accompagner l'établissement d'une cour souveraine.

« Une difficulté s'est présentée cependant : sur les huit assesseurs nommés à la cour prévôtale par le décret du 29 avril dernier, quatre, les sieurs Rossée, Réalier-Dumas, Thirion et Jacques, ne sont point encore arrivés à leur destination ; et la cour, en y comprenant M. le Grand Prévôt, se trouvait réduite à cinq membres. Comme elle ne peut exercer de fonctions qu'au nombre de six,

1. Corresp., *op. cit.* ; tome I, p. 226 et suiv.

il nous paraissait contradictoire de la déclarer légalement constituée au-dessous de ce nombre....

« C'est dans cette circonstance que, de l'avis de M. le Grand Prévôt, de M. le procureur général de la cour prévôtale et des assesseurs présents, j'ai cru pouvoir appeler pour compléter le nombre de six, le plus ancien avocat présent, suivant l'ordre du tableau de la cour impériale. C'est de cette manière que j'ai installé la cour prévôtale. Tout en me faisant les objections tirées de la spécialité de cette institution, il m'a semblé que l'usage général et de tous les temps des tribunaux civils et criminels en France de se compléter en minorité par des avocats, devait dans le silence des décrets constitutifs des cours prévôtales, décider en faveur de la même mesure. »

Nous arrêterons ici les détails qu'il nous a semblé utile d'apporter sur les cours prévôtales, en tant qu'institution de l'ordre judiciaire, autonome sans doute mais coexistante de celle que nous avons étudiée dans cet ouvrage et dont elle restreint la compétence.

III. — L'organisation judiciaire d'un Etat est la partie de sa constitution à laquelle se rattachent les plus chers intérêts du citoyen. Leur sécurité autant que l'ordre véritable dépend à coup sûr du degré de perfection de ces institutions mêmes.— Or, au cours de ses remaniements territoriaux en Allemagne, dans ses efforts pour transporter bien au delà du Rhin les frontières de l'Empire Français. Napoléon voulut y établir aussi tous les

organes de ses administrations, afin de créer entre les nouvelles provinces et la France cette harmonie sociale qui, plus puissante même que l'unité de langue, devait sceller définitivement la conquête.

Essayons, après les réserves que nous avons faites au cours de ce travail sur l'œuvre et ses résultats, de dégager l'influence produite par l'importation de nos institutions judiciaires et de nos codes sur les rives de l'Elbe.

Nous avons vu que l'introduction de nos Codes n'avait pas été une vaine mesure, qu'elle avait au contraire répondu aux besoins de la société nouvelle en faisant pénétrer dans les mœurs les principes de 1789. Ce motif seul était pour les peuples un grand motif de reconnaissance envers l'empereur, Sous son influence le servage avait été partout aboli, la vente des biens d'Eglise avait créé une nouvelle classe, de propriétaires.

Le système judiciaire français se substituant aux anciennes justices, mal définies légalement, mal délimitées territorialement, arbitraires dans leurs pénalités et leur procédure, c'était évidemment un progrès des plus considérables d'une immense portée.

« Ce n'était point, dit M. Rambaud (1), une domination ordinaire que celle des Français en Allemagne. Elle était voulue par les Allemands eux-mêmes, cherchant ou la liberté ou l'indépendance de leurs états, et en 1813 ceux là même qui l'ont combattue et voulu la renverser

1. Rambaud : *L'Allemagne sous Napoléon 1^{er}*, p. 473-475.

ont fait aussi leur possible pour conserver ses créations. En chassant le conquérant ils voulurent garder le législateur. »

C'est que notre législation et nos institutions judiciaires avaient jeté de profondes racines sur la rive droite du Rhin. — Sans doute à Hambourg, après le départ des Français, on ne conserva point toutes les formes extérieures de la justice que nous y avions introduites. On revient aux vieux errements, mais les plus ardents patriotes allemands eux-mêmes reconnaissent la supériorité de notre organisation. L'exemple donné porta ses fruits sur bien des points et l'influence des idées françaises ne s'éteignit pas de sitôt. La suppression des privilèges, l'égalité de tous devant la loi, la publicité des débats, la séparation de la justice et de l'administration, le jury : ce ne sont point là de minces réformes, d'indifférents apports.

Cette influence de nos idées, du régime même, fut si profonde, qu'aux Cent jours le retour de l'empereur de l'île d'Elbe provoqua en Allemagne une agitation générale. Les nouveaux gouvernements n'osèrent pas toucher trop ouvertement aux lois révolutionnaires : on respecte bien des souvenirs de notre domination. Si « à Mayence et à Cologne les cercles de vieux soldats napoléoniens chantèrent longtemps encore la gloire du vainqueur d'Iéna et de Friedland » ; tout en laissant peut-être moins d'enthousiasme dans les régions han-séatiques, on peut bien dire que notre domination dans

ces contrées, l'exemple de juridictions plus parfaites
l'apport d'une législation émancipatrice y furent des
éléments importants de civilisation et de progrès.

**Vu : le Président de la thèse,
ESMEIN**

**Vu : le Doyen,
LYON-CAEN**

**Vu et permis d'imprimer :
Pour le Vice-Recteur de l'Académie de Paris
L'Inspecteur d'Académie,
V. BONNARIC**

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE PRÉLIMINAIRE. — L'occupation française à Hambourg et l'organisation générale des vil- les hanséatiques.....	5
1 ^o Occupation de Hambourg ; annexion des villes hanséatiques. — Ses causes et ce qu'était Hambourg en 1811.....	5
2 ^o Organisation générale des régions annexées (di- visions administratives, militaires, judiciai- res, police, etc...)	10
CHAPITRE PREMIER. — La cour impériale de Hambourg et son ressort. Son organisation interne....	14
1 ^o Introduction des Codes Napoléon sur la rive droite du Rhin : elle rendait nécessaire un changement de juridictions.....	14
2 ^o Les cours impériales en France et dans les pays conquis. — Le grand-juge.....	16
3 ^o La Cour impériale de Hambourg. Son ressort et ses divisions intérieures.....	19
CHAPITRE II. — Le personnel, son recrutement, sa situation matérielle et morale.....	25
1 ^o Difficulté du recrutement des magistrats, néces- sité de conserver des magistrats locaux. Les membres de la cour : leur esprit, leurs tendan- ces, leurs aptitudes, leur origine (anciennes juridictions) ..	25

2 ^o Les conditions de capacité exigées. Les traitements, le costume ; l'inamovibilité.....	39
3 ^o Les avocats et les officiers ministériels (les taxes en matière de taux et dépens.....)	45
CHAPITRE III. — Le fonctionnement de la Cour. L'œuvre, le rôle du premier président de Serre et de ses collaborateurs.....	
1 ^o M. de Serre (notice biographique). Sa nomination à Hambourg. Installation de la Cour. Ses instructions aux magistrats du ressort. L'esprit public et les événements extérieurs. Rébellion à Hambourg (février 1813).....	50
2 ^o La Cour se retire à Brême. Hambourg est reprise. La répression des troubles ; les tribunaux extraordinaires ; les défections des magistrats locaux. Siège de Hambourg et évacuation de la place.....	61
CHAPITRE IV. — De la Jurisprudence de la Cour impériale de Hambourg et des tribunaux du ressort. La Cour prévôtale des douanes.....	
1 ^o Les difficultés rencontrées dans la solution de certaines affaires, et quelques espèces caractéristiques.....	72
2 ^o La Cour prévôtale des douanes.....	83
3 ^o Influence de notre législation et de nos institutions judiciaires en Allemagne et particulièrement à Hambourg.....	87

